

F E D E C H O S E S



----- Pour le fédéralisme -----

Fédéchoses - *F104*

Pour la paix, la justice et



la démocratie mondiale

Une Europe unie



pour un Monde uni

1999 - 2^o Trimestre

N°104

LE PARLEMENT EUROPEEN : VINGT ANS DEJA

E
D
G
T
O
R
G
A
L

En juin 1979, il y a tout juste vingt ans, le Parlement européen, fut, pour la première fois, élu au suffrage universel direct. L'Europe de venait ainsi la première démocratie internationale de l'histoire. Fort de la légitimité du suffrage universel, sous l'impulsion d'Altiero Spinelli, le Parlement européen, s'arrogea le rôle d'une Assemblée constituante en élaborant un Projet de Traité d'Union européenne, adopté à une large majorité en 1984.

Si ce projet de Traité, avait été mis en oeuvre, nous aurions connu depuis déjà quinze ans une union européenne à caractère fédéral. Les Chefs d'Etat et de gouvernement mirent tout en oeuvre pour qu'on en revienne à la bonne vieille méthode intergouvernementale pour construire l'Europe sans remettre en question le dogme de la souveraineté nationale. C'est ainsi que le projet de Traité de Spinelli fut enterré et que l'acte unique de Luxembourg fut adopté deux ans plus tard suivi des Traités de Maastricht et d'Amsterdam. Vingt ans plus tard, après la mise en route de l'euro et la tragédie du Kosovo, qui a mis en évidence l'impuissance de l'Europe, il apparaît à l'évidence que la réforme nécessaire des institutions européennes, la mise en place urgente d'un véritable gouvernement de l'Union, avec des compétences dans les domaines de l'économie, de la politique extérieure et de la défense, ne peuvent plus être obtenus par la méthode intergouvernementale.

Le Parlement qui sortira des urnes après le 13 juin 1999 aura pour première tâche de jeter les bases d'une Constitution fédérale de l'Union européenne. Contrairement à ce qui s'est passé à la fin de la première législature du Parlement européen en 1948, nombreux sont ceux qui, dans la classe politique comme dans la société civile, en ont compris la nécessité.

Fédéchoses s'en est ces derniers mois fait largement l'écho.

En France, les Verts et l'UDF réclament clairement une Constitution fédérale de l'Union européenne. Au sein même des listes socialistes, RPR-DL, et même, pour la première fois, du PCF, des candidats soutiennent ouvertement cette position. Pour la première fois, les clivages entre partisans et adversaires de la fédération européenne ont pu s'exprimer au sein de la majorité comme de l'opposition. Les fédéralistes peuvent à juste titre estimer que leur discours a été entendu et que leurs analyses, bien plus que par le passé, sont largement partagées.

Raison de plus pour continuer fermement notre lutte pour une Constitution fédérale de l'Union européenne.

Jean-Luc Prevel

AVIS AUX LECTEURS

Le comité de rédaction invite tous ses lecteurs à participer activement à la diffusion et éventuellement à la rédaction, de *Fédéchoses*.

Vous pouvez : nous transmettre des articles, nous écrire pour nous faire part de vos impressions, de vos observations, de vos conseils...

Vous pouvez également, faire parvenir gratuitement un exemplaire de *Fédéchoses* à quelqu'un, pour ceci renvoyez-nous le bon ci-dessous.

Fédéchoses vous remercie d'avance de vos courriers.

Je désire faire recevoir à :

Nom (Majuscule) :

Prénom :

Adresse :

- ☐ le présent numéro
☐ Le numéro suivant
☐ Le numéro*

Demandé par :

* Selon les numéros disponibles.

Composition du Comité de rédaction :

Jean-Francis Billion
Aude Bissuel
Roland Calba
Benoît Cassier
Didier Colmont
Daniel Hulas
Jean-Luc Prevel



FEDECHOS-POUR LE FEDERALISME

Presse Fédéraliste
Maison de l'Europe
12, rue Président Carnot
69002 Lyon

Directeur de publication :
Jean-Luc PREVEL

C-E Imprimerie
5, rue Bugeaud - 69006 Lyon
Commission paritaire 56256

SOMMAIRE

Lettre européenne - mai 1999	p. 3
De l'utilité de ce qui ne sert à rien - Bernard Lesfargues	p. 4
Bonn 23-25 avril 1999 : XVIII ^e Congrès de l'Union européenne des fédéralistes	
De l'Europe de l'économie à l'Europe des citoyens -	
Pour une Constitution européenne - Marita Rampazzi	p. 5

Dossier réflexions sur le Kosovo : « la paix, l'Europe et l'ONU »

avec, sous l'inspiration d'Altiero Spinelli, des textes de Bruno Guichard / Laurent Jauffrin / Jacques Julliard / Pascal Perrineau / Charles Millon / Henri Jacot / Jean Daniel / Philippe Herzog et Daniel Cohn Bendit. Illustration Plantu

UEF : (fin article de M. Rampazzi) - documents du Congrèsp. 22/28
dont :

Plan d'action de l'UEF pour la Constitution européenne / Motion politique / Quelle politique européenne de sécurité ? / 12 grandes lignes d'une Constitution européenne / Motion d'adhésion de l'UEF au Mouvement fédéraliste mondial

ABONNEMENT

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

Normal : 50 F

Militant : 100 F

soutien : 500F

- Chèque à l'ordre de " Presse Fédéraliste " 12, rue président Carnot 69002 LYON
- C.C.P 2490 82 P LYON (N° supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

LA LETTRE EUROPEENNE

Mai 1999

La guerre du Kosovo, avec les horreurs de la purification ethnique qui l'accompagnent et les destructions insensées qu'elle est en train de provoquer, doit nous amener à faire quelques réflexions :

1) Les gouvernements de l'Union européenne portent une lourde responsabilité dans les événements qui ont conduit à la désagrégation de la Yougoslavie et qui atteignent leur apogée avec la folie du conflit actuel. Avant 1991, la Yougoslavie était un pays parcouru par des tensions mais dans lequel existait un consensus diffus et enraciné à l'égard de la Fédération ainsi qu'une aspiration à la démocratie beaucoup plus forte que celle qui se manifestait dans les pays de l'Europe centrale et orientale, directement soumis à l'hégémonie soviétique. Si l'Union européenne avait activement découragé les tendances sécessionnistes et encouragé les aspirations à la démocratisation, en utilisant comme arme la perspective d'adhésion de la Yougoslavie à l'Union, elle aurait évité la crise Yougoslave ainsi que les ruines et les deuils qui s'en sont suivis. Au contraire, les gouvernements de l'Europe occidentale ont conduit dans les Balkans, chacun pour son propre compte, une "politique de puissance" incroyablement myope, en cachant leurs propres ambitions territoriales derrière le paravent du principe néfaste de l'autodétermination des peuples. Ils ont ainsi favorisé la désagrégation d'un pays voué à un avenir de liberté et de prospérité et donné leur aval à la barbarie de la purification ethnique.

2) La guerre, quelles que soient les étapes et les modalités de son développement ultérieur et de sa conclusion, laissera la Yougoslavie dans une situation pire que celle dans laquelle elle se trouvait avant que la guerre commence. Un "protectorat" à caractère colonial ne pourrait être que fragile et de courte durée. L'idée que l'actuelle Yougoslavie puisse d'une manière imprévue devenir démocratique et pro-occidentale dès la fin des hostilités est tout à fait injustifiée, parce que la guerre est en train de renforcer le nationalisme serbe et le ressentiment anti-occidental de la population, quelque soit le destin personnel de Milosevic. L'indépendance du Kosovo, avec ou sans son annexion à l'Albanie, constituerait une énième affirmation absurde du droit des peuples à l'autodétermination et ouvrirait la voie à une phase de purification ethnique dans un sens inverse à celle qui sévit actuellement. Toute tentative de justifier la guerre par des motivations idéologiques est donc tout à fait fallacieuse.

3) Il est aussi hors de question de prendre prétexte de la guerre actuelle pour se livrer à des exercices stériles d'anti-américanisme. Les Américains auraient été très heureux de ne pas être impliqués dans la crise yougoslave. Ils avaient été appelés en Bosnie en 1995 par les Européens, épouvantés par leur propre impuissance et leur incapacité à venir à bout d'un conflit qu'ils avaient eux-mêmes alimenté. Le fait est qu'il n'est jamais apparu à l'évidence autant qu'aujourd'hui que les gouvernements européens n'ont pas la moindre voix au chapitre lorsqu'il s'agit de décider de la paix et de la guerre en Europe, c'est à dire de la vie de leurs citoyens. Le fait est que le seul projet politique qui guide aujourd'hui la conduite de la guerre, de la part des Etats-Unis, consiste à démontrer avec l'argument des bombes le caractère indiscutable de leur hégémonie mondiale. Mais la guerre au Kosovo a, de fait, fourni la démonstration inverse. Une hégémonie qui doit s'affirmer par des bombes est une hégémonie en crise, parce qu'elle n'est pas acceptée par ceux qui la subissent. La conduite irrationnelle des Etats-Unis, dans le déclenchement de la guerre et dans leur manière de la mener constitue seulement la démonstration du fait que les responsabilités mondiales auxquelles ils sont confrontés sont devenues désormais trop importantes pour leur pouvoir.

4) Quoi qu'il en soit, la solution de la tragédie yougoslave reste entre les mains de l'Europe, pour peu que les gouvernements des pays de l'Union sachent tirer la leçon de la tragédie de la guerre et réalisent que c'est seulement avec l'unité politique qu'ils pourront permettre à la Yougoslavie de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve, garantir la paix sur le continent et soulager les Etats-Unis d'une part considérable des responsabilités mondiales sous le poids desquelles ils risquent d'être écrasés. Les gouvernements européens devraient trouver le courage et la lucidité de prendre, à court terme, des décisions radicales en étant conscients que, si l'opinion yougoslave était confrontée à un projet constructif plutôt qu'à la seule réalité des bombes, elle ne manquerait pas d'exprimer une position clairement en faveur de la démocratie et de l'union entre les peuples. Ils devraient, après avoir obtenu des Etats-Unis la cessation des bombardements et après s'être de toute façon dissociés des opérations de guerre, lancer un plan articulé autour des points suivants :

- a) Proclamer et soumettre à la ratification des organes nationaux compétents la transformation de l'Union européenne en une union fédérale, en confiant en même temps au Parlement européen le mandat d'en rédiger la constitution, ou alors en engageant un processus pour l'élection d'une assemblée constituante ;
- b) Offrir dans ce contexte à toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie de devenir, après une période transitoire d'une durée définie et sous la condition absolue qu'elles se dotent d'institutions démocratiques, un unique Etat membre de la Fédération européenne (doté bien entendu d'une structure fédérale propre). Cette offre devrait être accompagnée d'un appel aux citoyens de toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie pour qu'ils se mobilisent en faveur de l'Europe et de la démocratie ;
- c) lancer un programme européen massif de reconstruction de toute la région dévastée par cette guerre, dans le cadre d'un plan plus vaste d'aide au développement de toute la région balkanique.

Il va de soi que si certains gouvernements européens n'acceptaient pas ce plan, les autres devraient agir seuls.

Il s'agit d'une proposition radicale que beaucoup considéreront comme irréalisable. Mais si elle n'est pas réalisée, cela ne dépendra que de l'absence de volonté de la réaliser de la part des gouvernements de l'Union. Elle constitue la seule manière de sortir de la crise. Dans les moments cruciaux de l'histoire, tous les choix sont difficiles. Tout dépend du fait qu'il y ait ou non des hommes politiques qui soient à la hauteur de l'importance des choix à réaliser.

Publius

De l'utilité de ce qui ne sert à rien

Bernard Lesfargues

Il avait pour titre « la tête près du bonnet », l'article que je rédigeais pour *Fédéchoses*, mais vous ne le lirez pas étant donné que la tête dudit Bonnet est entre-temps tombée et qu'il ne serait pas honnête de s'acharner sur un ennemi terrassé.

On me permettra tout de même de rappeler que, préfet à Perpignan, cet ardent zéléteur de l'Etat de droit avait tenté d'éliminer de la vie publique tout ce qui s'exprimait en Catalan. On peut à ce propos se reporter à l'article de Catherine Simon, « La solitude glacée du préfet Bonnet », dans *Le Monde* du 5 mai 1999, ou à celui d'Edouard Waintrop, « Quand Bonnet régentait la Catalogne », dans *Libération* du 11 mai 1999. Par contre, au cours de son bref séjour en Corse, notre proconsul se montra discret et ne s'en prit pas à la langue vernaculaire. Sans doute, en haut lieu, lui avait-on conseillé cette modération. Quoi qu'il en soit, agir différemment aurait été mal perçu au moment même où le gouvernement envisageait de signer la Charte européenne des langues régionales et minoritaires.

Signera ? Signera pas ? Finalement, la France a signé. Sans enthousiasme apparent. A vrai dire, le tri des dispositions formulées dans la Charte ayant été fait, on constate que cette signature n'engage pas à grand chose. Cela est d'autant plus évident qu'il faut attendre un vote du Parlement, loin d'être acquis d'avance, après quoi on attendra les décrets d'application, après quoi on attendra encore, tout simplement, que ces décrets soient effectivement appliqués.

Cette signature a néanmoins un mérite, et il est grand : sa valeur symbolique.

Rien de plus et rien de moins ! Tout triomphalisme doit être exclu. Inutile donc d'y voir l'écrasement des Jacobins et de proclamer la victoire des Girondins. Le jacobinisme se porte parfaitement en France ; quant aux Girondins on sait bien que leur fédéralisme n'était que de façade.

Un de mes élèves, à qui j'avais demandé pour quel motif il apprenait l'occitan, me fit cette étonnante réponse : « Parce que ça ne sert à rien. » Qu'un adolescent fasse le choix de l'inutile, cela peut s'expliquer et se comprendre. Cela nous mène sur la bordure du champ, sur cette bande de terrain qu'en occitan on appelle la *talvera* : une marge qu'on ne cultive pas... mais sans l'existence de laquelle on ne pourrait pas cultiver le champ. De l'espace passons au temps, dans ce temps perdu qui, précisément, parce qu'on aura osé le perdre, nous sera source d'enrichissement notre vie durant. Un « qui perd gagne », en quelque sorte.

Ces propos risquent de ne pas être compris des « personnalités » qui accaparent le beau titre de républicains. Ce faisant, elle rejettent dans les ténèbres extérieures d'autres Français tout aussi républicains qui connaissent, qui pratiquent et qui aiment une autre langue de France que le français. Et Georges Sarre de s'écrier : « Est-il nécessaire de renforcer l'enseignement de langues inutiles économiquement ? »

Question d'une incommensurable stupidité. Est-il nécessaire de donner le Smic à des chômeurs ? Est-il nécessaire de soigner les malades incurables ? Est-il nécessaire de nourrir les vieillards gâteux ? Et Georges Sarre lui-même est-il économiquement utile ?

Citoyens de droite et de gauche sont dans cette affaire aussi républicains les uns que les autres. Si le français est menacé, ce n'est certes pas par les langues inexactement qualifiées de régionales. Que ces Messieurs réfléchissent plutôt à ce que pèse la France dans le monde, sur quelque plan que ce soit, culturel, économique, démographique, militaire, etc. Antiaméricanistes grincheux mais refusant grincheusement l'Europe fédérale, persuadés que l'Etat-nation fait baver d'admiration la terre entière, prônant l'exception dans les domaines les plus divers ; ils font le jeu des Américains alors qu'ils prétendent les combattre. Leur chauvinisme amènera, amène déjà la langue française à céder le pas à la langue anglaise dans sa version d'outre-Atlantique. La balkanisation qu'ils nous accusent de fomenter, ce sont les Sarre, les Villiers, les Pasqua, les Pandraud, des Dutourd qui s'y complaisent et qui l'entretiennent.

Des gens de cet acabit, Antonio Machado disait qu'ils méprisent tout ce qu'ils ignorent. « Desprecian cuanto ignoran. » Nous, qui aimons la langue française et les autres langues de France ; nous, qui militons pour la fédération des peuples d'Europe ; nous, méprisons ces gens-là, non parce que nous ignorons ce qu'ils sont mais justement parce que nous ne le savons que trop.

Bonn, 23 au 25 avril 1999 : XVIII^e Congrès européen de l'UEF

DE L'EUROPE DE L'ECONOMIE A L'EUROPE DES CITOYENS

Pour une Constitution européenne

L'élément dominant du XVIII^e Congrès de l'Union européenne des fédéralistes a été le consensus unanime sur la stratégie constituante et l'engagement à intensifier la Campagne pour transformer rapidement l'Union en un Etat fédéral capable d'assumer le rôle d'un acteur global dont le monde a grand besoin comme les événements tragiques des Balkans le mettent toujours plus en évidence.

Les travaux ont été précédés par une Conférence, réunie au siège du Bundestag, qui, reprenant comme thème le slogan du Congrès lui-même, a été dédiée à « de L'Europe de l'économie à celle des citoyens ». Sont intervenus tour à tour Le Ministre d'Etat allemand Verhugen (sous-secrétaire aux affaires étrangères) qui a annoncé que son gouvernement entendait soumettre au Sommet de Cologne de juin prochain une Charte des droits des Citoyens européens à soumettre par la suite à l'approbation d'une Assise ou d'une Conférence des Parlements nationaux et du Parlement européen. Lui ont succédé, parmi d'autres, Jo Lienen, Président de l'UEF, Ursula Schleicher, vice-présidente du Parlement européen, Manfred Dammeier, Président du Comité des régions de l'Union européenne. Les débats ont été centrés sur le processus constituant car il est désormais clair que la méthode intergouvernementale a fait son temps et que dans la perspective même du Sommet de Cologne il est nécessaire de se polariser sur les réformes institutionnelles et de proposer une méthode alternative susceptibles de garantir le caractère démocratique du processus en y faisant participer les citoyens et leurs représentants élus.

Vendredi soir, Francesco Rossolilo, Président d'honneur de l'UEF, a ouvert le Congrès proprement dit après avoir rendu un hommage à la mémoire de Albert Coppé ancien président du groupe des fédéralistes membres des institutions européennes.

Le rapport politique de Jo Leinen, a rappelé les premiers succès de la Campagne pour la Constituante, lancée au précédent Congrès de l'UEF à Vienne. En deux ans, a-t-il dit, le mot d'ordre de la Constituante est entré dans le débat politique, grâce également au fait qu'avec la création de la monnaie unique le cadre politique interne et externe a changé. L'Union européenne est devenue un acteur global qui doit avoir sa propre identité politique non seulement pour gérer la monnaie unique mais également pour affronter de manière adéquate deux autres défis : celui de l'élargissement de l'Union et celui de l'ordre mondial de l'après guerre froide. Du premier point de vue il est évident que l'*Agenda 2000* ne permet pas de procéder à l'élargissement : il faut en fait une véritable réforme institutionnelle. En ce qui concerne le second défi, le conflit actuel des Balkans met à nu l'impuissance de l'Europe, privée d'une politique extérieure et de défense autonome. C'est paradoxalement grâce à cette guerre que les populations commencent à prendre conscience des carences actuelles de l'Europe.

Le monde rétrécit et nous, a poursuivi Jo Lienen, avons absolument besoin d'une politique mondiale. Les fédéralistes doivent être fiers de se souvenir qu'ils avaient tracé cette voie dès 1947, à Montreux, où parallèlement à l'UEF a été créé l'organisation fédéraliste mondiale. Nous avons beaucoup à faire en Europe, mais nous devons aussi collaborer avec les autres forces fédéralistes dans le monde pour créer un cadre global en mesure de gérer les grands problèmes de la planète : contribuer, par exemple, au renforcement des Nations unies et appuyer les batailles du Mouvement fédéraliste mondial (WFM) comme celle récente pour la création du Tribunal pénal international. C'est pourquoi le temps est venu de rendre plus évidents les rapports de collaboration entre fédéralistes européens et mondiaux en promouvant l'adhésion de l'UEF au MFM en tant qu'Association associée.

Jo Leinen a conclu son rapport politique par un rappel des plus importantes initiatives promues par l'UEF dans le cadre de la Campagne pour une constitution européenne et en soulignant la collaboration développée dans le cadre de l'action avec, d'une part, la JEF (Jeunes européens fédéralistes) et, d'autre part, avec le Mouvement européen international et le Forum permanent de la société civile. Il a rappelé que le moment est venu de demander au Parlement européen une initiative décisive afin de revendiquer le mandat d'élaborer la Constitution européenne.

Francesco Rossolillo a ensuite donné la parole à Bruno Boissière, secrétaire général de l'UEF, pour son rapport d'activité.

Bruno Boissière a souligné la multiplicité et le caractère varié des initiatives promues par l'UEF et insisté sur la collecte de signatures à l'*Appel* qui a concerné toutes les sections nationales de l'organisation et son secrétariat de Bruxelles. Il a signalé la possibilité d'un développement ultérieur de l'action par la mise en place au sein du Parlement européen nouvellement élu d'un inter-groupe pour la Constitution européenne et des initiatives analogues au sein des parlements nationaux qui devraient s'associer au Parlement européen dans l'élaboration de la procédure constitutive. L'UEF a par ailleurs pris une initiative dans le sens du rôle important qui pourrait être celui du Comité des régions de l'Union européenne.

Les élections européennes sont une occasion précieuse pour la Campagne : le Comité fédéral de l'UEF a lancé un appel aux partis politiques pour leur demander d'insérer dans leurs programmes électoraux l'objectif de la Constitution européenne. Parmi d'autres initiatives importantes Bruno Boissière a cité les actions et manifestations à l'occasion des Sommets européens, les fréquentes prises de position fédéralistes, la création d'un site Internet, l'édition de la *Lettre européenne*, le Colloque de Montreux organisé en 1997 avec le *WTM* et le Séminaire de Vienne sur l'élargissement.

La séance d'ouverture du Congrès s'est achevée avec les rapports du Trésorier, Roger Chorus et de Inge Dohrman au nom des Commissaires aux comptes. La matinée de samedi a, elle, été consacrée aux travaux des Commissions.

La première Commission, sur le thème « Quelle Constitution pour l'Europe ? », a été la plus suivie et a parfaitement illustré l'engagement de l'UEF dans la bataille constitutive. Elle a été présidée par le fédéraliste hollandais Thomas Jansen, et les débats ont été très animés autour des rapports introductifs de Guido Montani, secrétaire général du MFE italien, de Christian Wernicke, correspondant de *Die Welt* à Bruxelles, de Elmar Brock parlementaire européen CDU et de Giraud du Mouvement européen international. Un projet de résolution proposé par Guido Montani au nom du Bureau et remanié en Commission a par la suite été adopté par le Congrès en session plénière.

Les travaux de la seconde Commission, présidée par Jutta Hergenham de la JEF et introduite par Sergio Pistone du bureau de l'UEF et V. Eekelen, ont eu pour thème « Vers quelle politique extérieure et de défense européenne ? » et ont été particulièrement influencés par la crise actuelle des Balkans qui met en lumière l'absence dramatique de l'Europe, impuissante sans un gouvernement et un appareil de défense commun, de la scène politique internationale où, de fait, la responsabilité de l'ordre mondial repose sur les Etats-Unis. Une motion proposée par Sergio Pistone, au nom du bureau de l'UEF, a fait l'objet d'amples débats. Ce texte, reprenant les amendements de la Commission, a lui aussi été présenté et approuvé en séance plénière.

La troisième commission, présidée par Paola De Angelis s'est intéressée au thème « Quelle politique fiscale et budgétaire pour l'Europe ? » sur la base d'un document préparé par Ralph Friedländer et d'introductions de Otto Bardong, Dieter Biehl et E. Piehl. Les débats ont fait ressortir la nécessité d'accélérer le processus de mise en commun qui nécessite, en particulier, un budget plus important de l'Union, adapté aux compétences croissantes qui lui sont attribuées, une attribution directe du pouvoir de taxation et de dépense et un processus décisionnel et de contrôle efficace au niveau communautaire qui ne peuvent fonctionner efficacement que dans le cadre d'une Constitution fédérale. Les documents émis par la Commission, « Pacte pour l'emploi » et « Quelle politique fiscale et budgétaire pour l'Europe ? » ont été tour à tour adoptés par le Congrès.

La séance plénière de samedi après-midi, présidée par Caterina Chizzola, a été en premier dédiée aux rapports des Commissions par Laura Davis, secrétaire générale de la JEF, Christian Glöckner et Philip Agathonos, puis, sous la présidence de John Pinder, ancien président de l'UEF, au débat sur les résolutions puis sur deux autres documents, celui présenté par Bruno Boissière sur « 12 grandes lignes d'une Constitution pour l'Europe » et celle sur la Guerre du Kosovo.

Le nombre de candidats au Comité fédéral soumis au vote du Congrès en complément de ceux nommés par les organisations nationales ou cooptés par le Comité fédéral élu étant égal au nombre de postes à pourvoir ce vote a été acquis par acclamations.

Le Président Jo Leinen a présidé aux travaux du dimanche matin. Une médaille « Altiero Spinelli », reconnaissance attribuée par l'UEF aux militants particulièrement engagés, en son sein, a été attribuée cette année à Caterina Chizzola actuellement vice-présidente de l'UEF et ancien secrétaire générale du MFE international, puis de l'UEF réunifiée, et à Francesco Rossolillo de Pavie, directeur de la revue *Il Federalista* et auteur de

Suite p 23

**Guerre du Kosovo,
Crise des Balkans,
Bêtisier nationaliste, et,
comme le dit Bernard Lesfargues ailleurs dans nos colonnes, *républicon*,
réflexions politiques, culturelles, philosophiques
transcendant les vieux clivages politiques**

Les périodes de crise ouverte sont souvent favorables à la réflexion et à la sagesse.

Nous avons décidé de publier quelques unes des prises de positions et des réflexions les plus originales et les plus intéressantes parmi celles très nombreuses effectuées depuis le début des frappes de l'OTAN.

Nous avons décidé de dénommer ce dossier :

La guerre, l'Europe et l'ONU

du nom d'une analyse de Lucio Levi que nous publierons faute de place dans notre prochain numéro (avec de nouvelles contributions si nous l'estimons nécessaire).

A l'heure où le dernier congrès de l'*Union européenne des fédéralistes* a adopté à l'unanimité la motion proposée par Jo Leinen et Bruno Boissière en faveur de l'Association de l'UEF au *Mouvement fédéraliste mondial (WFM-MFM)* il est révélateur qu'alors que le cours de l'histoire s'accélère inexorablement et que la crise du Kosovo révèle dans toute sa cruauté l'impuissance de l'Union européenne actuelle, il est important, qu'au delà des fractures politiques habituelles, des femmes et des hommes de plus en plus nombreux fassent du fédéralisme, comme Monsieur Jourdain, sans le savoir.

C'est également pourquoi, alors que les fédéralistes sont engagés dans la lutte pour la Constitution européenne et le mandat constituant à donner au Parlement européen, nous avons décidé de placer ce dossier sous le signe d'Altiero Spinelli qui écrivait dans le *Manifeste de Ventotene*, dès 1941 : « *La ligne de démarcation entre les partis progressistes et les partis réactionnaires ne suit plus désormais la ligne formelle du degré plus ou moins élevé de démocratie ou de socialisme à constituer, mais la ligne fondamentale la plus récente séparant ceux qui considèrent comme un but essentiel de la lutte l'objectif de jadis, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique national et ceux qui considèrent comme essentielle la création d'un Etat international solide* ».

Nous sommes particulièrement heureux de publier dans ce rapport l'analyse historique de Bruno Guichard, avec qui nous avons longtemps travaillé aux éditions Fédérop, et qui a fondé il y a six ans la revue *Diagonales Est-Ouest*...

Et, dans un autre ordre d'idée, l'analyse courageuse, érudite et originale de Charles Millon « *Dénationaliser les Balkans* », qui, jusqu'à plus ample information, n'a pas été commentée comme elle l'aurait du. Nos lecteurs, savent la position que nous avons prise contre Charles Millon lors de sa malheureuse tentative de conserver le pouvoir à la tête de la région Rhône-Alpes en compromission réelle, sinon voulue, avec les fascistes du *Front National*. Rien n'est évidemment changé à ce sujet pour des raisons de principe et nous ne pouvons que regretter, pour Charles Millon lui-même, que quelques (trop longs) mois d'égarement politique ne se payent du prix d'une indifférence en l'occurrence injuste et politiquement nuisible.

Fédéchoses

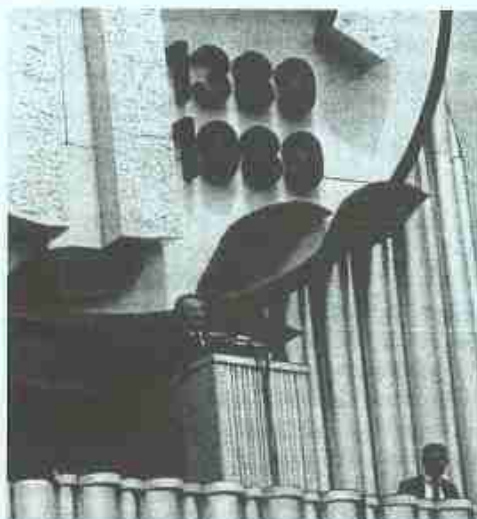
La longue marche de Milosevic

Bruno GUICHARD

Diagonales Est-Ouest - n° 58 mars - avril 1999

Diagonales Est-Ouest, revue créée à Lyon il y a 6 ans s'est spécialisée dans l'analyse et l'information de l'Europe centrale et orientale. Avec son N° 57, janvier-février 1999, a commencé une nouvelle histoire". La revue, dirigée par Bruno Guichard, que certains membres de *Fédéchoses* connaissent depuis longtemps à cette occasion largement ouvert son comité de rédaction. Daniel Hulas, secrétaire général de l'UEF France en fait partie et l'UEF en est devenue une association partenaire.

Diagonales Est-Ouest
CCP Lyon 946-15 R
BP 5054 - 69245 Lyon cedex 05



Depuis le 23 mars, l'OTAN frappe la Serbie. Cette nouvelle phase de la guerre dans l'ex-Yugoslavie est la conséquence de l'échec des politiques précédentes.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, Tito avait réussi à stabiliser la Fédération, en n'enfermant pas les peuples de Yougoslavie sous le joug de l'URSS et en essayant de construire un modèle social autour de l'autogestion. Mais dès la fin des années 60, les revendications nationales des différents peuples de la mosaïque yougoslave font entendre leurs revendications, ce qui amène Tito à accorder, en 1974, une large autonomie aux provinces du Kosovo et de Voïvodine. Le 4 mai 1980, Tito décède. En 1981, les Albanais du Kosovo demandent un statut de République (à cette date la modification démographique du Kosovo est accomplie, les Albanais représentent 70 % de la population alors que les Serbes ne sont que 11 %, cinquante ans auparavant le rapport était inverse).

Après 7 années de batailles internes, Milosevic arrive à pouvoir en reprenant à son compte le nationalisme serbe. faire, il reprendra les thèses les plus extrémistes des nati contenues dans le Mémorandum qui fait le bilan de la pol Tito comme ayant été anti-serbe. En 1987, la fraction stalinienne de la Ligue des communistes, soutenu par confisqua tous les pouvoirs en Serbie. La tragédie yo commence à cet instant. Dès son accession au pouvoir, N lança une campagne hystérique contre la minorité albanais seul crime est d'habiter le sud de la Serbie, centre pol religieux de la Serbie, huit siècles auparavant. Tous li démocratiques et nationaux des Albanais du Kosovo (deux de personnes) furent abolis et la province soumise à la loi (abolition des prérogatives des provinces autonomes en mars

En 1989, la commémoration du 600^{ème} anniversaire de la bataille de Kosovo polje, "Le champ des Merles", est l'occasion pour Milosevic de mettre au premier plan de son action politique l'épuration ethnique en déclarant : "les frontières historiques de la Serbie, c'est partout où il y a des tombes serbes".

Quand le système soviétique implose, Milosevic a donc déjà construit ce qui apparaît aujourd'hui, et pas uniquement dans l'espace des Balkans, comme une réponse politique à la chute de l'URSS, à savoir une alliance entre des anciens "communistes" et les nationalistes, véritable emprunte du fascisme moderne (le dernier avatar de cette alliance est le ralliement de Vuk Draskovic, un des trois porte-paroles de l'opposition serbe à Milosevic en 1996. "Ensemble", qui avait manifesté pendant trois mois dans les rues de Belgrade, pendant les guerres de Croatie et de Bosnie pouvait écrire dans une interview à *Diagonales* : "C'est en partie par défaut que le nouveau idéal. Le nationalisme a exercé une attraction particulière sur des gens à la recherche d'une nouvelle identité mais trop écœurés pour reprendre à leur compte l'idée de classe et trop impatient pour comprendre celle de citoyenneté. Dans le retour de bâton contre l'ancien système, les identités sociales et professionnelles se trouvaient discréditées. Etre Serbe, Croate ou Slovène était le moyen d'avoir une identité sûre et sans tâche..."

En 1991, la Croatie, La Slovénie, la Macédoine et la Bosnie-Erzégovine proclament leur indépendance. Le 26 Septembre 1991, un référendum est organisé clandestinement au Kosovo qui se prononce pour l'indépendance. Les guerres en ex-Yougoslavie pouvaient réellement commencer.

Dès novembre 1991, c'est la chute de Vukovar et de 1992 à 1995 la guerre en Bosnie. La Bosnie qui connaîtra l'épuration ethnique, l'abandon des Occidentaux à Sarajevo, Sebrénica, et Mostar... La guerre se termine provisoirement avec les accords de Dayton qui ne soufflent mot de la situation au Kosovo et au Monténégro.

La lutte du peuple albanais au Kosovo :

Pour s'opposer à la police et aux milices qui sévissent au Kosovo la population albanaise a fait le choix majoritaire de la non-violence et de l'organisation parallèle de la société (écoles, dispensaires...). Arkan, criminel de guerre recherché pour les meurtres dont il est responsable en Bosnie, pouvait déclarer en décembre 92, en installant sa milice à Pristina : "Les Albanais qui n'obéissent pas à la loi serbe peuvent partir et ne pas revenir".

En juin 1992, Ibrahim Rugova est élu clandestinement à la présidence du Kosovo et le 28 août, il assiste à la Conférence de Londres dans le but de demander à la communauté internationale la reconnaissance du Kosovo. Demande qui restera sans effet. Cette année là, les Serbes suspendent les directeurs albanais des principales usines et votent un Programme pour la colonisation du Kosovo par l'installation des Serbes et des Monténégrins.

Devant les coups mortels portés par Milosevic, et l'isolement dans lequel la communauté internationale a laissé les forces démocratiques albanaises, les Albanais se divisent sur la stratégie à adopter. Ces débats ont facilité l'émergence d'une force militaire l'UCK qui, depuis 1996, a engagé la lutte armée pour obtenir la libération du Kosovo. Parallèlement, des négociations continuent entre les Albanais et Milosevic surtout depuis qu'en 1997, l'Académie des Sciences de Belgrade considère que finalement les territoires serbes au Kosovo ne sont que les zones de monastères et la plaine du "champ des Merles". Le président de l'Académie des sciences de Serbie, Despic, a reconnu que la Serbie avait perdu le Kosovo à cause de la population albanaise... Le 22 mars 98, de nouvelles élections semi-clandestines confirment le pouvoir de Rugova, mais entérinent les divisions des forces albanaises. L'UCK déclare qu' "elle ne reconnaît la légitimité d'un processus électoral qu'une fois le pays libéré". L'émissaire américain déclarait quant à lui, que ces élections n'avaient aucun statut légal... Un an plus tard, les négociations de Rambouillet pouvaient commencer et avec elles la partie de poker menteur.

L'Europe et ses incapacités :

Depuis 1989, l'Europe n'a été capable que de montrer ses divisions politiques, au moment de la reconnaissance de l'indépendance des ex-République yougoslave et pendant la guerre en Bosnie. Elle a laissé à l'abandon les forces démocratiques sur le territoire serbe, elle a été incapable de proposer un plan pour l'ensemble des Balkans. Les Américains ont su jouer de ces hésitations et divisions pour montrer leur puissance et essayer d'imposer leur ordre (depuis 1991 les forces américaines sont déployées en Macédoine et en Albanie. Ces mêmes forces que les Américains avaient refusé de déployer à la frontière croato-bosniaque en 1991, avant le début des affrontements en Bosnie).

David Warszawski en septembre 92, alors qu'il accompagnait une mission d'enquête européenne en Bosnie, faisait l'amère constat suivant : "Les défenseurs des idées pluralistes, de la démocratie pluri-ethnique sont restés seuls. Il ne faudra pas beaucoup de temps pour qu'ils perdent le combat au sein de leur propre camp, pour que la haine ethnique, le fondamentalisme religieux devienne la réponse à la terreur et à la violence pratiquée au nom de la même idéologie de l'autre côté de la barricade. A ce moment-là, le combat sera perdu, même si Sarajevo est sauvé. On ne peut pas faire semblant de ne pas avoir été averti".

Une autre politique était possible en s'appuyant dès 1987 sur l'émergence ses forces démocratiques, en s'opposant dès les premiers gestes à la stratégie de l'épuration ethnique, en proposant comme perspective à moyen terme (avec un calendrier précis) la création d'une communauté des Etats Balkaniques associés à l'Union Européenne dans le cadre de contrats de coopération. Ce n'est malheureusement pas le choix qui a été fait.

L'alliance au pouvoir à Belgrade sera vaincue par un processus de démocratisation sur l'ensemble du territoire serbe. Elle sera vaincue le jour où le fascisme rencontrera plus de résistance qu'un couteau dans du beurre. Depuis le 24 mars, on sait que se ne sera pas l'effet produit par les bombardements de l'OTAN.

Au cœur de la folie nationaliste

Laurent Joffrin

Article publié en introduction au numéro spécial du *Nouvel Observateur* sur les Balkans, avec les deux autres articles de Jean Daniel et de Jacques Julliard également repris dans ce numéro

La nation, c'est d'abord la guerre. Ancestrale, la leçon s'impose une nouvelle fois avec la tragédie nouée dans ces Balkans maudits par l'Histoire. Depuis bientôt un mois, les forces armées des démocraties ne luttent pas seulement contre Slobodan Milosevic et son régime cruel. Elles luttent contre une doctrine meurtrière, qui n'exerce pas seulement ses ravages en Serbie et que les bombes ne suffiront certes pas à extirper : le nationalisme. C'est pour le diagnostiquer le mal, décrire ses racines, anticiper son évolution que l'équipe du "Nouvel Observateur" s'est répartie dans tous les pays de la région, pour tenter de donner un sens à ce conflit majeur, le principal défi que l'Europe en quête d'une politique commune doit affronter en cette fin de millénaire. Acharnés à faire prévaloir la logique ethnique et nationale, cette dialectique du "eux" et "nous" si naturelle et si nuisible à l'homme, les peuples balkaniques ont jeté les bases de leur propre malheur. Adoptant la posture nationaliste, à Belgrade d'abord, mais aussi à Zagreb ou Sarajevo, leurs élites l'ont précipité.

Il est bien sûr facile de donner des leçons, de se faire condescendant, de déplorer l'archaïsme de cette région de vallées après et de haines recuites. Qui a échappé au nationalisme, en Europe et ailleurs ? Appuyé sur l'identité, sur la mémoire, sur ce que chacun a de plus intime, les souvenirs d'enfance, la région des pères, les paysages de la jeunesse, les chants de l'enthousiasme et émois littéraires, le culte de la nation parle à quiconque a conscience du temps et des origines, c'est-à-dire à tous. A côté du nationalisme, chaleureux, solidaire, héroïque, les doctrines démocratiques ont quelque chose de froid, de sec, de rationnellement impersonnel.

Parlant au cœur et non à la raison, le nationalisme est l'âme des pays souffrants, il est l'opium politique des peuples.

Que les Balkans y aient succombé, comment ne pas le comprendre, tout en le déplorant ? Sous la coupe de deux empires, cet assemblage compliqué de populations courageuses a trop longtemps joué sous le joug des tyrans pour ne pas chercher dans une histoire en partie mythique les raisons d'être libres. Il fallait bien se battre : tout résistait, parce qu'il cherchait à libérer son pays et fait passer tout le reste après, est à un moment nationaliste, violemment. En France comme en Serbie. Le malheur est que la doctrine, comme souvent, s'est cristallisée sous l'action d'intellectuels, de combattants et de politiques voués à l'intolérance. Le nationalisme est un tigre en cage : il est facile de l'en faire sortir, pas de l'y renvoyer. Parce qu'il s'appuie sur ce que l'homme a d'affectif, de passionné, il possède sa force propre, que ses démiurges les plus prudents ne peuvent maîtriser. Très vite, dans la dureté du combat ou le vertige de la victoire, il passe de la simple volonté d'indépendance à la tyrannie.

Devant la valeur nationale, toutes les autres tendent à s'effacer, qu'il s'agisse des droits de l'homme ou de simple intérêt qu'il y a à vivre en paix et à coopérer. L'amour de la patrie, commune à tant de courants politiques, n'est plus que la fureur d'être né quelque part, la rage de trouver un ennemi. Par l'hyper-mémoire qu'il entretient, le nationalisme enferme l'individu dans l'histoire du groupe et le ferme au monde. Par l'effet de sa propre paranoïa, il désigne sans cesse un ennemi intérieur, le minoritaire s'il est là, le "mauvais patriote", et bien vite le juif. Par sa peur intrinsèque et sa volonté de grandeur, il court inéluctablement aux frontières pour brandir une épée. La nation, c'est d'abord la guerre.

Un principe vient étayer tout cela : celui selon lequel à chaque peuple ethniquement homogène doit correspondre un territoire et un Etat. Diabolique idée qui nous garantit la guerre pour dix générations. Dans les Balkans : superposition de langues, de religions et d'ethnies, la région n'est qu'une grande macédoine. Si le précédent de la partition s'imposait au Kosovo (on y sera peut-être réduit), il déclencherait un cycle infernal de déportations de masse, celui-là même qu'on a voulu contenir par le compromis bosniaque. Et encore faudrait-il ensuite combattre l'impérialisme des petites nations si chères au cœur d'Alain Finkielkraut : toutes ou presque, la Serbie, la Croatie, l'Albanie, rêvent depuis des siècles de devenir "grandes". Aussi bien l'affaire dépasse largement les Balkans : sait-on que sur 120 nations présentes à l'ONU, une vingtaine seulement sont ethniquement et linguistiquement homogènes ?

Que veut-on ? La guerre à perpétuité ?

L'échec de l'Otan, il faut le dire en dépit des erreurs et des interrogations, serait la victoire de cette doctrine du malheur. L'Etat-nation solitaire et agressif est une forme dépassée de l'Histoire. Tout, l'économie, la culture, les progrès des droits de l'homme et la coopération internationale, commande qu'on trouve des formes plus subtiles d'organisation, qui combinent souveraineté et coopération, régions et nations, pays et continents. Les peuples qui ont choisi cette solution dans les Balkans - Slovènes, Bulgares, Grecs - sont les moins malheureux. Ils ont un avenir. Le seul qui soit raisonnable.

Adieu !

*Pathétique destin
que celui de ces
« nationalistes de
gauche »,
de plus en plus
nationalistes et de
moins en moins de
gauche.*

Jacques Julliard
Le Nouvel Observateur

Ils n'aiment pas l'Allemagne. Ils détestent les Etats-Unis. Ils récuse l'Europe. Ils n'aiment que la France. La France seule ! Sur le tard, ils ont découvert De Gaulle, mais déjà certains d'entre eux pensent comme Maurras. Longtemps, ils ont cru à la gauche. Et même à la révolution sociale. C'est fini. Ils ont peine, désormais, à croire à quelque chose. Sauf à la France. La France est ce qui leur reste quand ils ont tout rejeté. Je me défie de cette Nation résiduelle. De cette Madone de toutes les désillusions. De cette France de fond d'alambic.

En deuil de leurs espérances, ils ont pris le maquis dans leurs arrière-pensées. Résistance est devenu leur mot. Mais ils ont réduit la résistance, qui fut une forme de lutte héroïque contre la barbarie, à un grondement sourd contre toute sorte de modernité. Ils confondent la mauvaise humeur avec la colère, la résignation avec le réalisme, le réquisitoire avec la prophétie.

Ils dénoncent la morale en politique avec des accents de

moralistes. Ils mettent un peu trop d'indignation à condamner les indignations qui leur déplaisent. Ils montrent plus d'ardeur contre l'ostentation que contre le crime. Ils condamnent Milosevic mais c'est à Bernard-Henry Lévy qu'ils réservent leurs philippiques. En un mot, ils se défont du sentiment, en quoi ils ont raison, mais ils s'abandonnent au ressentiment, en quoi ils ont tort. Quand ils se retirent des turpitudes politiques, ils jurent de ne plus être actifs, mais ils ne laissent pas d'être réactifs, au risque de devenir réactionnaires.

Ils sont fils de la révolution française, qu'ils admirent, et de la République qu'ils vénèrent. Mais allez comprendre : depuis peu, ils répudient l'universalisme et l'abstraction des droits de l'homme. Etrange posture. Ils ne retrouvent goût à l'universel que lors d'une intervention contre un tyran, se scandalisent alors qu'on n'intervienne pas contre tous les autres. A cette discrimination ils attribuent invariablement une odeur de pétrole. Bref, ce sont des humanistes qui n'aiment pas l'humanitaire : des antiméricains qui en se résignant pas à l'Europe : des généralistes réfugiés dans le particulier.

Ils sont devenus, je l'ai dit, gaullistes. Mais d'un gaullisme atrabilaire plutôt que conquérant : des gaullistes tendance Colombey. Ils ont un peu oublié que leur champion rétrospectif nous a réconciliés avec l'Allemagne, qu'il voulait une Europe politique, et que, dans toutes les grandes circonstances (Berlin, Cuba) il fut l'allié le plus fidèle des Etats-Unis.

Eux, ce sont les nationalistes de gauche. Leur malheur c'est qu'il n'y a plus de place à gauche pour le nationalisme. Tant mieux. L'idée nationale fut, tout au long du XIX^{ème} siècle, une grande idée émancipatrice qui traduisait la révolte des peuples contre les tyrans. Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'elle signifie aujourd'hui exactement l'inverse : l'alibi des tyrans pour martyriser leur peuple. Milosevic n'est pas seulement le bourreau des Croates, des Bosniaques, des Kosovars/ L'Histoire dira qu'il fut le bourreau du peuple serbe lui-même.

Indépendance et souveraineté : quel Français, amoureux de son pays, ne souscrirait pas à ces mots d'ordre qui sont les leurs ? A condition de préciser de quelle souveraineté l'on parle, et de quels projets est porteuse cette indépendance. A condition encore d'y ajouter les mots de ma paroisse : droits de l'homme, fraternité, internationalisme. Pour moi, qui ne les ai pas attendus pour admirer De Gaulle et même le soutenir, je resterai malgré eux fidèle à Jaurès. Et aussi, à Vorlin, de la Commune de Paris.

Oh, je sais bien... Ou, plutôt, je crois bien que derrière la crispation nationaliste, le rejet de l'Amérique et de l'Allemagne, de l'euro et de l'Europe, du libéralisme sauvage et de l'illusion social-démocrate il y a un réflexe moral : quelque chose qui s'apparente au rejet de ce que Péguy appelait « le monde moderne », et Saint-Jean, tout simplement, « le monde ». Tentation honorable que ce retour de la politique vers la mystique, de l'éthique de responsabilité vers l'éthique de conviction. Elle n'a pas trop bien réussi à Péguy vers la fin. Car, à son corps défendant, on s'y fait des drôles d'alliés. L'intervention contre la Serbie, qui marque une défaite historique du souverainisme national au profit de l'idéologie antifasciste des droits de l'homme, a failli précipiter l'alliance du nationalisme de gauche avec celui de droite, sur les bases de ce dernier. Combien de temps le premier résistera t'il encore ?

Pathétique destin que celui de ce minuscule village gaulois, celui des nationalistes de gauche en lutte contre la pax americana : devenir de plus en plus nationalistes et de moins en moins de gauche. Comme, à la fin du film, nous les voyons s'éloigner de nous avec le sentiment poignant de l'irréversible.

La classe politique française déboussolée par la guerre

Pascal Perrineau¹

Le Monde des Débats - mai 1999

On peut déceler, dans le brouillage provoqué par l'intervention au Kosovo, une ligne de partage déjà ancienne : "natiopolitiques" contre "cosmopolitiques".

Comme souvent, la guerre ou l'approche de la guerre amène des recompositions politiques de première ampleur. Il y a plus de soixante ans, au moment de la conférence de Munich qui avait vu les gouvernements français et anglais céder une fois de plus aux revendications d'Hitler, le "lâche soulagement" d'une paix que l'on pensait sauvée réunissait, au-delà du clivage gauche-droite, une coalition hétéroclite qui allait du pacifisme doctrinal

d'inspiration social-démocrate de Paul Faure au néo-pacifisme des nationalistes intégraux de Charles Maurras. Lorsque la guerre fut déclarée environ un an plus tard, on retrouva peu ou prou cette ligne de partage entre pôle défaitiste mêlant gauche et droite extrêmes et un pôle belliciste où se retrouvait en ordre dispersé des hommes issus de la droite, du radicalisme et du socialisme.

Forces de gouvernement.

Depuis le retour de la France aux côtés d'alliés dans des conflits armés, on assiste au même brouillage du paysage politique. La guerre menée, au début de l'année 1991, par les forces de l'Onu contre l'Irak, envahisseur du Koweït, avait vu une coalition rassemblant le PCF, le FN, la LCR, Les Verts menés par Antoine Waechter, quelques socialistes dissidents proches de Jean-Pierre Chevènement et quelques brebis égarées du gaullisme s'opposer à la participation de la France à un corps expérience dictionnaire de l'Onu comprenant 28 nations. A cet ensemble de forces dénonçant déjà "la folie meurtrière", "la tutelle américaine", "le nouvel ordre mondial", s'opposait une coalition de forces de gouvernement PS, UDF et RPR qui comme l'exprimait Bernard Stasi, lors du débat à l'Assemblée nationale lors de l'engagement de la France dans le conflit, réaffirmait son "horreur de la guerre" tout en disant qu'elle était "attachée aussi et plus fortement encore à une certaine morale dans les relations entre les individus comme entre les nations".

Un écho plus durable à ces coalitions souvent éphémères fut enregistré l'année suivante dans le débat tonitruant engagé à propos de la ratification du traité de Maastricht. L'objet du conflit avait glissé de la guerre à la construction européenne. Certes, les lignes du Clivage s'étaient un peu déplacées : Antoine Waechter, qui était hostile à l'engagement français en Irak, était favorable au "oui" au traité de

Maastricht.

Philippe Séguin, qui avait soutenu l'effort de guerre français aux côtés des forces de l'Onu, menait campagne pour le "non". En dépit de ces quelques allées et venues, l'Europe et son avenir semblaient réveiller les mêmes inquiétudes et espoirs qu'un an plus tôt l'engagement de la France dans le combat de l'Onu chargé, comme le précisait Michel Rocard, de "donner au droit la sanction sans laquelle il demeure théorique".

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht relatif à l'Union européenne vit ainsi s'opposer un ensemble composite favorable au "non" et rassemblant le PCF, la LCR, le FN, Jean-Pierre Chevènement, Philippe Séguin, Charles Pasqua, Philippe de Villiers et Dominique Voynet, et une coalition réunissant le PS, l'UDF et Génération Ecologie et favorable au "oui".

Dans cette nouvelle bipolarisation, seuls les Verts et le RPR, traversés de courants contradictoires, laissèrent la liberté de vote à leurs électeurs. Si l'on vote rarement sur une guerre, celle-ci restant trop souvent l'affaire des seuls cénacles de "professionnels", l'Europe est enjeu qui s'est démocratisé depuis deux décennies et le référendum de septembre 1992 a été un moment fort de cette appropriation démocratique de l'Europe par le peuple.

"Souverainistes" contre cosmopolites".

On vit ainsi, au travers de l'opposition entre le "oui" et le "non", s'exprimer un clivage entre une France ouverte, attachée au développement de l'individu, rejetant le repli communautaire et désirant vivre le monde à toutes ses échelles et une France davantage fermée repliée sur le modèle français et ses vertus réelles ou supposées, inquiète vis-à-vis de l'internationalisation et rétive à toute forme de dénationalisation, qu'elle soit économique, politique ou culturelle.

Quand on connaît la force de ce clivage et la manière dont il a plongé, en 1992, ses racines au plus profond de la société et de la culture, on comprend mieux comment il peut maintenant se réveiller épisodiquement et perturber le vieux et biséculaire conflit gauche-droite. Les débats sur le GATT de l'été 1993, les élections européennes de juin 1994, le mouvement de grèves de novembre-décembre 1995, le trouble semé par la mise en place de l'euro en 1998 et le débat sur l'intervention de l'Otan dans l'affaire du Kosovo ont contribué à faire revivre – certes de manière plus ou moins parfaite – le clivage de 1992.

Plus que d'autres, le conflit du Kosovo semble

ranimer les coalitions précédentes : d'un côté, le camp hostile à l'intervention réunit le PCF, la LCR, les deux FN, Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Charles Pasqua; de l'autre côté, on retrouve le PS, l'UDF et l'essentiel du RPR.

Comme si, derrière le vieux débat relatif à la guerre, profilait également le débat plus moderne entre "souverainistes" attachés à la gestion purement nationale des enjeux et des enjeux et des passions politiques et "cosmopolites" davantage sensibles à la mondialisation du quotidien, à la défense des droits de l'homme au-delà de nos frontières, à une Europe se donnant les moyens de ses ambitions et ouverte à un véritable changement d'échelle dans la prise en compte des problèmes politiques.

Au fond, ce qui peut se lire dans les clivages nationaux et internationaux qui s'expriment à l'occasion du drame du Kosovo, c'est l'expression têtue d'une opposition qui traverse de plus en plus nos sociétés et qui voit s'affronter une "natiopolitique" et une "cosmopolitique", conjecture qu'appelait de ses vœux Emmanuel Kant à la fin du XVIII^e siècle¹ et qui aujourd'hui devient de plus en plus réalité.

¹ Pascal Perrineau est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

² Dans un article de 1784, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, Kant avançait l'idée que des principes et une organisation politiques se mettraient peu à peu en place à l'échelle du monde. Cette mise en place des éléments d'une mondialité politique a été bien analysée par Jacques Lévy dans un essai, *Le Monde pour Cité*, publié chez Hachette en 1996 (collection « Questions de politique »).

Rhône-ALPES : fédéralistes européens (UEF) et mondiaux (MFM) adhèrent avec d'autres associations au « Collectif pour le KOSOVO »

Différentes associations de la région lyonnaise dont l'UEF et le MFM ont récemment créé un « Collectif pour le Kosovo ». Aux côtés des fédéralistes les associations suivantes constituent ce comité : Amnesty International, Chaire lyonnaise des droits de l'homme, Commission des droits de l'homme du Barreau de Lyon, *Diagonales Est-Ouest*, Ligue internationale contre le racisme (LICRA), Ligue des droits de l'homme (LDH), Mouvement pour une alternative non violente (MAN), Organisation mondiale contre la torture, SOS Racisme.

Dénationaliser les Balkans

Par Charles Millon
Ancien ministre de la défense,
président de *La Droite*

Article extrait de *Le Monde* du 16 avril 1999

L'Europe est prisonnière du cycle infernal des guerres de minorités : elle ne parvient pas à substituer la prévention politique à l'action militaire. Si les responsables politiques se révèlent incapables d'imaginer des solutions aux conflits qui éclatent régulièrement dans les Balkans, c'est parce que, pour eux, la seule vision légitime est celle de l'Etat-nation. Cette vision est totalement inadaptée à l'Europe de l'Est, où les Etats, créés par la grâce des traités, abritent couramment plusieurs peuples, langages ou cultures, où l'identification Etat-nation-territoire est impossible, où, dans un même village cohabitent différentes minorités. C'est pour ne pas l'avoir compris, pour avoir voulu imposer l'identification Etat-nation, pour avoir refusé de prendre en compte l'hétérogénéité ethnique, religieuse et culturelle de ces états, que les hommes politiques européens ont une responsabilité certaine dans la guerre des Balkans. Car chacun sait que, lorsqu'il s'agit de peuples, de culture ou de religion, pour rendre homogène ce qui est hétérogène, il faut expulser, nettoyer, tuer, assimiler de force.

Soyons lucides, c'est ce que la France a fait à sa manière dans les siècles passés. Souvenons-nous des colonnes infernales de Vendée ou des dragonnades des Cévennes.

Il est urgent – si nous voulons que l'Europe de l'Est échappe dorénavant aux purifications ethniques, religieuses ou culturelles – d'accepter l'hétérogénéité, la dissociation Etat-nation, la création d'autres modèles d'organisations.

Or un autre modèle existe, il a été conceptualisé à la fin du XIX^{ème} siècle par Karl Renner lors d'un congrès du Parti social-démocrate autrichien où avait été évoquée la transformation de l'Autriche-Hongrie en une fédération de nationalités. Déjà, à cette époque, des voix s'élevaient pour souligner l'urgence de sortir du dilemme mortel entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'unité de l'Etat. Cela revenait à poser les bases d'un Etat multinational où sont dissociés l'Etat et la nation.

Les guerres nationales pourraient être rendues sans fondement par une dénationalisation de l'Etat,

par une dissociation de l'Etat et de la nation. Comme l'Europe a mis fin aux guerres de religion en reléguant la religion dans le domaine de la conscience individuelle, elle pourrait tenter de mettre fin aux guerres nationales en faisant de l'identité nationale un choix et un droit individuel. L'appartenance à une nation ne serait pas uniquement liée au droit au sang ou au droit du sol : il reviendrait à chaque individu de décider dans quelle communauté nationale il s'inscrit.

Poser les bases d'un Etat multinational où sont dissociés l'Etat et la nation

Les "nations" entendues de cette façon seraient des personnes morales que l'Etat reconnaîtrait en tant que telle, outre le fait qu'il continuerait de reconnaître chaque individu comme citoyen. Elles se soumettraient librement à la souveraineté étatique avec laquelle elles discuteraient leurs compétences. Nous nous trouverions dans une sorte de fédéralisme disséminé, sans territoire, puisque les individus de même nationalité ne seraient pas regroupés géographiquement mais culturellement et juridiquement. La nation serait désétatisée. L'Etat serait dénationalisé.

Le principe de personnalité fut appliqué après la première guerre mondiale, en Lituanie, et plus expressément en Estonie, par une loi de 1925 dont s'inspirent les Hongrois d'aujourd'hui. Après 1989, pour tenter de répondre au problème de ses minorités et pour proposer un modèle politique que les pays alentour pourraient adopter à l'égard des minorités hongroises, la Hongrie a adopté une loi sur le droit des minorités nationales et ethniques. Le principe de l'autonomie personnelle est reconnu juridiquement. Les "minorités nationales et ethniques" se voient reconnaître des droits collectifs et participent à la vie publique. En tant que telles, par l'autoadministration. La nation, considérée comme une communauté de culture, devient corps intermédiaire au sein de l'Etat, seul souverain.

Cette idée d'un Etat multinational représente, pour les vieilles nations de l'Ouest, quelque chose

comme une chimère à trois têtes. Naturellement, promouvoir un modèle de ce type pourrait constituer pour elles un danger. En justifiant un autre modèle, nous faisons descendre le nôtre de son piédestal monopolistique. Et si l'Etat multinational devient sur le plan européen aussi légitime que l'Etat-nation, comment éviterons-nous les revendications des Bretons ou des Corses ? C'est peut-être justement pour cela que le débat n'apparaît pas sur ces questions. Pourtant, nul doute qu'une organisation de ce type pourrait, dans certains pays, offrir des

chances de substituer le droit à la violence toujours menaçante et de limiter les occasions de guerre. Nous devons, certes, continuer à fourbir des armes pour éviter des massacres sur le territoire européen. Mais l'Europe devrait surtout servir à la conception concertée de nouvelles organisations politiques. Tandis que, si nous continuons à traiter le problème seulement dans ses conséquences, en imposant la paix par la guerre, nous risquons de ne gagner à long terme que la paix des cimetières.

Quelle différence entre les fascistes français et les démocrates serbes ?

Vesna Pesic

Quelle autonomie souhaitez-vous pour le Kosovo ?

« Une autonomie réelle, substantielle, mais en même temps viable sans la présence à l'infini d'une force de paix internationale. Les statuts proposés à Rambouillet est à certains égards absurde, créant une entité qui est un véritable Etat dans l'Etat, comme l'est d'ailleurs la République Srpska au sein de la Bosnie. Au Kosovo comme avant en Bosnie, en Croatie comme en Serbie, les gens ont été les premières victimes de l'ethnisation de la politique menée par les dirigeants politiques locaux, et c'est cette logique dévastatrice qu'il faut arrêter pour faire naître dans les Balkans une nouvelle conception de la citoyenneté qui ne soit plus fondée d'abord sur l'appartenance. Il faut tenir compte des réalités et des revendications ethniques, d'où l'importance des droits garantis à l'autonomie sur le plan local, mais cela ne signifie pas donner son Etat à chaque groupe ethnique ».

Vesna Pesic, chef de file de l'opposition démocratique en Serbie, in *Libération*, 16 mai 1999.

Militante antiguerre de la première heure en Serbie, sociologue, Vesna Pesic est le *leader* de l'*Alliance civique*, seule force non nationaliste de l'opposition serbe.

MEGRET - le paranoïaque et l'immigration

Extrait de *Le Cebier* - Mars-avril 1999

Traduit de l'occitan par BB.

Le fantasme FN-MN continue dans la chronique « plus blanc que moi, tu meurs ! ». Megret et ses amis politiques, réunis à Nice, combattent la « colonisation de peuplement ». Il s'agit, vous l'avez compris, de « l'islamisation et de la colonisation de notre pays ». Que « l'immigration qui pose problème en cette fin de siècle c'est bien l'immigration extra-européenne » et « les populations qui viennent chez nous ne partagent rien de nos croyances ni de nos valeurs. » Mais le transfert de l'actualité noircit le fantasme : « Imaginez que « certains réclament l'autonomie de territoires, l'indépendance de la Provence, alors, les américains ne bombarderaient ils pas Paris ? ». « Une raison de plus pour que la France se désengage de la guerre contre les serbes et sorte de l'OTAN ». Ce qui est avéré c'est la balkanisation du jugement de l'ultra nationalisme français. Il ne s'est jamais demandé si la colonisation n'était pas avant toute française du nord de la Loire et avant-tout parisienne du 16^{ème} arrondissement. Mais, stop, allons droit au but, nous sommes français, non... ?

Le Kosovo n'a pas d'avenir sans l'Europe

Henri JACOT

Diagonales Est-Ouest - n° 58 mars - avril 1999

Avec le déclenchement des opérations aériennes sur le territoire de la Fédération Yougoslave, nous nous trouvons au cœur d'un conflit balkanique dans lequel l'Union Européenne est

pour la première fois directement partie prenante. Au-delà de l'appréciation sur l'intervention actuelle, quelle perspective d'issue durable mettre dès lors en avant ?

Le "pis-aller" de l'intervention

Rappelons-nous, tout d'abord, qu'avant que n'éclate la crise ouverte du Kosovo, la folie de Milosevic avait déjà fait, en Bosnie et ailleurs, 3 millions de personnes déplacées, 250.000 morts à Vukovar, Mostar, Sarajevo, Srebrenica... Au Kosovo même, l'offensive menée par les forces serbes au cours de l'été 1998 avait déjà entraîné, selon le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), 300.000 déplacés. En octobre, devant des premières menaces de frappes aériennes de l'OTAN, Milosevic avait fait mine d'obtempérer ; mais la présence alors obtenue d'observateurs désarmés de l'OSCE n'avait, en fait, rien arrêté. Et le 15 janvier dernier, leur responsable sur le terrain n'avait pu que dénoncer à posteriori comme "crime contre l'humanité" le massacre de quarante-cinq villageois à Racak.

La conférence de Rambouillet, d'initiative européenne, avait permis une avancée dans la solution politique, au moins transitoire, du conflit au Kosovo. Mais le refus serbe de s'engager sur cette voie nécessitait à l'évidence une forte pression internationale (comportant des moyens militaires). On aurait pu préférer le déploiement au Kosovo d'une force de police

multinationale avec un mandat clair de l'ONU. Mais on sait bien que le droit de veto de la Russie et de la Chine au Conseil de Sécurité empêchait un tel recours au chapitre 7 de la Charte des Nations Unies pour mettre réellement en œuvre les résolutions pourtant votées en ce sens en novembre et décembre 1998 par cette organisation.

Il est indéniable que les Etats-Unis ont d'autant plus poussé à une telle solution de l'OTAN privilégiant les frappes aériennes, et reposant donc sur leur hégémonie, que l'Europe, contrairement à ce qui s'était passé jusqu'ici, se présentait désormais de manière unie et résolue. Nul doute non plus que le choix retenu a accéléré, sinon réellement occasionné, la tragédie humanitaire à travers une purification ethnique générale au Kosovo, programmée par Milosevic comme préalable possible à une partition. Les risques sont donc réels et les inquiétudes justifiées.

Mais peut-on prôner pour autant le mot d'ordre de "cesser le feu immédiat" ? Un arrêt des frappes aériennes n'est concevable qu'à partir du moment où pourrait être mise aussitôt en place une solution alternative qui ne constituerait pas sous une forme ou une autre un succès pour Milosevic et une aubaine pour les épurateurs. Il faut donc se mettre d'urgence en état de pouvoir déployer au Kosovo une force d'interposition sous la responsabilité de l'ONU et/ou de l'OSCE. Paradoxalement, ce qui était impossible auparavant le devient du fait même de l'intervention de l'OTAN. Des propositions de "zone humanitaire protégée, sous l'autorité de l'ONU" ont été faites en ce sens. Elles doivent être soutenues.

Mais il faut viser plus loin encore.

Pour une conférence européenne de paix et de coopération avec les Balkans

L'explosion de la Fédération Yougoslave (qui en est à sa phase finale) a pris l'Europe à contre-pied. Celle-ci ne s'en est préoccupée qu'à partir de la proclamation d'indépendance de la

Slovénie et de la Croatie en juin 1991. En fait, bien qu'était en jeu le "nouvel ordre européen" d'après la guerre froide, l'Union Européenne n'avait entamé aucune réflexion commune. Elle

a préféré parier sur le fait que tout s'arrêterait juste avant la catastrophe. Il n'en a pas été ainsi. Le Kosovo devient, par conséquent, le test décisif de la capacité de l'Union Européenne de se construire une politique internationale crédible, cohérente et indépendante pour établir la paix et la stabilité en Europe.

Or, jusque là, l'union Européenne, sans politique organique et cohérente, affronte les drames de l'échiquier balkanique au coup par coup, sans se situer d'emblée dans le cadre global des Balkans. Elle a pu ralentir parfois les conséquences les plus graves mais n'a pas favorisé des solutions stables. Il ne s'agit pas de résoudre tous les problèmes d'un seul coup. C'est la logique politique de chaque acte qui compte. En clair, au lieu de s'appuyer sur les nationalismes locaux et de régler avec eux des compromis de court terme, il s'agit de favoriser une stratégie euro-balkanique dans une perspective d'intégration européenne et d'approche multilatérale.

La véritable question n'est pas celle de l'entrée sélective, à la carte (au détriment des plus démunis), dans l'Union Européenne, comme il est prévu dans l'actuelle stratégie d'élargissement. Elle est celle d'un projet de développement régional et non pays par pays. C'est dans cette perspective de moyen terme qu'il faut se situer, en articulation avec un rôle relancé de l'ONU et/ou de l'OSCE pour empêcher la spirale de la violence.

Ainsi une conférence européenne pour la paix et la coopération avec les Balkans convoquée par l'Union Européenne marquerait l'existence d'une politique unitaire européenne à la hauteur des dramatiques enjeux actuels. Là aussi, l'idée en a déjà été émise et doit être soutenue, pour autant qu'elle aurait bien comme objectif l'intégration institutionnelle, la coopération économique, un rapport non préférentiel avec les diverses réalités nées des ruines yougoslaves, et pas seulement des dimensions militaires, diplomatiques ou humanitaire.

C'est une voie longue, mais la seule praticable pour la construction positive de la paix.

Le Débat Fédéraliste

Cahiers pour les Fédéralistes
en Europe et dans le Monde
Trois numéros par an

Abonnement d'un an: 15 ECU
Abonnement de soutien: 30 ECU

Les frais de souscription annuels (en ECU ou l'équivalent en monnaie nationale) sont à régler soit par chèque international soit par virement à l'ordre de: Institut Altiero Spinelli d'Etudes Fédéralistes, c/c n. 9660, swift Address IBSP IT TM 414 Istituto Bancario San Paolo di Torino, Filiale di Pavia, Piazza Dante 1 - 27100 Pavia (I).

Directeur responsable: Giovanni Vigo

Comité d'édition:
Via Porta Pertusi 6 - 27100 Pavia (I)
Tel. *39-382-308539
Fax *39-382-303784

Avis aux collaborateurs et aux lecteurs

Tous les militants fédéralistes peuvent contribuer au Débat Fédéraliste. Mais, afin de limiter les frais, on recommande d'envoyer des articles qui ne dépassent pas trois pages dactylographiées.

**LE DEBATE FEDERALISTE est publié sous
les auspices de l'Institut Altiero Spinelli
d'Etudes Fédéralistes**

Un Kosovo européen

L'éditorial de Jean Daniel
*Le Nouvel Observateur - numéro spécial sur
les Balkans*

Coup de théâtre, coup de maître : au cours de son opportune émission hebdomadaire, Jacques Chirac annonce lundi soir que, sur initiative française, la réunion des quinze chefs d'Etat et de gouvernement européens aura lieu à Bruxelles le mercredi suivant, qu'elle sera consacrée entièrement au Kosovo et que Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, y assistera. Pour la première fois, on a l'impression que dans cette guerre la France est dirigée et que l'Europe existe. Ce n'est pas tout à fait vrai, mais d'avoir suscité ce sentiment est du beau travail.

Qu'il s'agisse d'une initiative française ou non, le fait que le secrétaire général de l'ONU assiste aux travaux de l'Union européenne est symboliquement considérable. Il marque un tournant diplomatique et constitue une sorte de retour à une morale internationale violentée. Voici pourquoi.

1. Depuis le début, le spectre d'une évidence hante les esprits les mieux prévenus en faveur des bombardements destinés à faire reculer ou capituler le président Milosevic. Cette évidence se résume dans la question suivante : qui, sur notre planète, a qualité pour juger du degré de nocivité d'un dictateur et de l'opportunité de le punir, lui, avant un autre ? Qui, surtout, a qualité pour juger que l'on peut s'autoriser à violer la souveraineté d'un pays et à s'immiscer dans ses affaires intérieures jusqu'à lui faire la guerre ? En principe, il n'y a qu'une seule institution capable de prononcer un pareil jugement, c'est l'Organisation des Nations Unies et son Conseil de Sécurité. La *légitimité* peut relever d'une appréciation subjective selon l'espace et le temps. Mais la légalité dépend de l'ONU. Il est vrai que, se sont attachées à dessiner le cadre d'une certaine légalité. Ils ont accrédité l'idée qu'il y avait un nouvel espace européen, avec sa civilisation et ses valeurs. Et que cet espace se transformait en une sorte d'entité supranationale et souveraine. Au nom de cette souveraineté en projet, ils ont affirmé le droit de s'opposer à ceux qui, dans cet espace, se rendaient coupables d'actes barbares. C'était en partie convaincant.

En partie seulement, bien sûr, puisque ce n'est pas l'Europe qui intervient et qui bombarde, c'est l'OTAN. Ce ne sont pas les armées d'une défense commune européenne qui se manifestent mais celles, à forte

dominante américaine, d'une organisation dite atlantique, à l'origine destinée à s'opposer au bloc soviétique et dont, aujourd'hui, les objectifs sont devenus incertains. Dès lors, en effet, que disparaît la menace communiste, ou bien, l'OTAN défend des valeurs universelles, et alors elle se confond avec l'ONU ; ou bien elle défend des intérêts et des valeurs dans un cadre régional, et elle s'attribue alors une légitimité illégale.

2. Il fallait absolument et d'urgence empêcher Milosevic de perpétrer ses massacres dans le cadre d'une épuration ethnique au Kosovo. Mais il convenait d'obtenir l'autorisation du Conseil de sécurité. Pourquoi ne la lui a-t-on pas demandée ? Simplement parce que le Conseil de sécurité l'aurait refusée. Pourquoi ? Parce que les Russes, par solidarité avec les Serbes, auraient mis leur veto. On savait donc que l'on divisait la communauté internationale ? C'est évident. Mais il fallait le faire au nom de la morale européenne. Et, pour le faire, on avait besoin des américains. Donc, de l'OTAN.

Or, précisément, l'OTAN était à la recherche d'une identité transatlantique. La campagne militaire des alliés au Kosovo tendait à prouver aux yeux des Etats-Unis que l'OTAN pouvait élargir son rôle en Europe tout en maintenant son unité. Ce dont on s'est félicité à Washington ? Au moment où l'Alliance atlantique fête son cinquantième anniversaire. Henry Kissinger n'y est pas allé par quatre chemins. L'OTAN joue, selon lui, sa crédibilité de gendarme de l'Europe. « Elle ne survivra pas si elle renonce à sa campagne de raids aériens sans avoir réussi à mettre fin aux massacres d'Albanais du Kosovo. »

Mieux encore : en accueillant trois nouveaux membres dans l'Alliance atlantique (Pologne, Hongrie, République tchèque) le 12 mars dernier, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, avait souligné que l'OTAN, autrefois rempart contre une invasion soviétique, devait désormais « répondre à toute la gamme des menaces contre les intérêts et les valeurs de ses membres. Et quand nous y répondons, a-t-elle ajouté, il est logique que nous utilisions les moyens que nous avons développés depuis cinquante ans : une structure militaire unie et des habitudes de travail en commun ». Madeleine Albright, Tchèque de naissance, marquée par la capitulation de Munich et certaine de voir dans les Etats-Unis la Terre promise des droits de l'homme, n'a pas d'états d'âme : les Etats-Unis sont, heureusement à ses yeux, une « puissance européenne ».

3. En dehors de cette conception de l'Europe et de l'Alliance atlantique (à laquelle bien des Européens, surtout les derniers arrivés, se rallieraient volontiers), il en est une autre plus rebelle. C'est celle de tous les pays qui se résignent provisoirement à l'inexistence d'une défense commune et à la nécessité, en cas de guerre, d'avoir recours à des forces américaines pour mener et diriger les opérations. Mais ces pays, dont la France voudrait bien assurer le leadership, cherchent toutes les occasions de faire entendre leurs voix et d'infléchir au besoin une orientation. Et aujourd'hui, en tout cas, pour lancer cet avertissement : on ne peut laisser ni la Russie ni l'ONU en dehors des concertations et des projets de

règlement.

4. Les Américains et leurs alliés anglo-saxons ont été très réticents. Ils voyaient dans les initiatives trop exclusivement européennes une dissolution de leur autorité. Ils estimaient qu'ils faisaient la guerre et que, de plus, ce qu'ils avaient fait ne Bosnie ne leur avait pas trop mal réussi. Si les Etats-Unis se sont ralliés à l'ouverture d'un front diplomatique en marge de la guerre, c'est pour différentes raisons. La principale est la crainte que les bombardements mettent trop de temps à triompher de la résistance de Milosevic et d'une population habitée désormais par le complexe obsidional que certains observateurs britanniques ont appelé complexe de Amassa, en souvenir du suicide collectif des Juifs assiégés par les Romains. Les Américains ont cru voir chez leurs alliés européens des états d'âme et surtout une volonté absolue de faire entrer les Russes dans les instances de décision. A vrai dire, si Boris Elstine avait en état de braver l'impopularité, Jacques Chieras lui eut volontiers demandé, à lui aussi, d'assister à la Conférence de l'Union européenne.

Il faut savoir ce que l'on attend des Russes. Si Madeleine Allbright s'est rendue à Oslo pour rencontrer Boris Elstine, ce n'est pas du tout parce qu'elle pense que le président russe soit sérieusement menaçant, ni qu'elle redoute la gesticulation démagogique à laquelle il est contraint ne raison des exigences « slavistes » et pro Serbes de la Douma. Les représentants des Etats-Unis se disent très précisément informés sur le peu d'autorité que les Russes ont désormais sur leurs alliés. Le Premier ministre Primakov n'a pas mieux réussi à Belgrade qu'en Irak. Il a été déçu par Milosevic, comme il l'avait été par Saddam Hussein. Mais l'important, pour la Russie, est de rentrer sur la scène internationale, quitte à troquer un rôle de médiateur contre une aide économique accrue.

Dans ces conditions, ce que l'on veut des Russes est simple : qu'ils participent à l'élaboration d'un règlement tel qu'ils acceptent de ne pas y opposer leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU, ou, mieux, qu'ils proposent eux-mêmes à l'ONU un projet de règlement qui ferait l'unanimité des Nations unies. Bref, l'Europe et la communauté atlantique cherchent une caution internationale pour unir enfin la légitimité euro-atlantique et la légalité internationale.

5. En quoi consisterait ce projet de règlement ? Il inclurait, bien sûr, les dispositions des négociations de Rambouillet avec des additifs très importants concernant les réfugiés. Les plus audacieux pensent à une mise sous protectorat du Kosovo et à la constitution d'un véritable plan Marshall pour le développement de la région. Il en est qui pensent à la partition. Cela supposerait deux Kosovo ? L'un rattaché totalement à la Yougoslavie et l'autre devenu indépendant. Or une telle solution, que l'on pense d'ailleurs être acceptable par Milosevic, réunirait tous les inconvénients possibles. Elle consacrerait une indépendance qui n'a jamais été un but de guerre des alliés, elle serait contraire à l'esprit des accords de Dayton, qui ont préconisé la solution multiethnique en Bosnie, elle inciterait toutes les minorités en Macédoine, en Bulgarie, au Monténégro, en

Albanie, à s'insurger pour obtenir un Etat indépendant.

Qui pense à la partition en dehors des partisans de Milosevic ? Tous ceux qui, en cette fin de siècle, désespèrent des hommes, surtout s'ils sont voisins et encore davantage s'ils sont frères. Ils constatent, déconcertés, l'incapacité de certaines sociétés à dépasser leur histoire, et leur irrépressible inclination à trouver dans le nationalisme et l'appartenance religieuse des raisons de ne pas vivre ensemble. C'est un désespoir intermittent qui habite bien des gens : personne n'est à l'abri de cette funeste tentation.

6. Quelques lecteurs me demandent de préciser ce que j'ai voulu dire en affirmant que cette guerre avait été mal pensée. Ils craignent que derrière cette formule ne se cache un doute sur l'opportunité des bombardements. Il est vrai que je n'éprouve jamais devant aucune guerre un enthousiasme particulier. S'il faut prendre un fusil je me garde d'y ajouter une fleur, et je redoute plus que tout de « grimper sur les cercueils pour parler de plus haut ». Mais si j'ai jugé que cette guerre avait été mal pensée, c'est essentiellement dans la mesure où l'on a plus entretenu les citoyens que nous sommes des capacités de nuire du dictateur de Belgrade que des possibilités de sauver les Kosovars de ses ripostes monstrueuses.

Cela mis à part, j'approuve sans réserves la décision des Européens, pour une fois unitaires, de ne pas tolérer dans leur espace des actes de barbarie absolument contraires à l'esprit même de la construction de l'Europe. Mais c'est pour moi une raison de plus de réclamer l'affirmation, avec force, d'une identité européenne, indépendante des Etats-Unis, même si les deux peuvent et doivent se rejoindre dans des moments d'épreuves. Nous luttons contre le nationalisme, qui est porteur de guerre. Ce n'est pas pour accepter l'hégémonisme, même amical, des uns, qui pourrait devenir pour les autres une douce servitude.



LE MONDE / SAMEDI 29 MAI 1999

L'Europe doit accueillir les Balkans

Jacques Chirac et le gouvernement français proposent que l'Union européenne soit chargée demain de l'administration provisoire du Kosovo libéré de ses bourreaux. Cette excellente proposition signifie que l'Union européenne assurerait l'effort de reconstruction d'une société et d'une économie. Mais elle prend tout son sens si nous allons plus loin : nous devrions ouvrir en grand la perspective de l'entrée des pays des Balkans dans l'Union européenne. Cette proposition me paraît indispensable pour conjurer le danger principal : le développement des nationalismes et des guerres en Europe du Sud-Est. Mais elle bouleverserait la logique actuelle de l'élargissement, qui consiste à n'accueillir d'abord que les plus économiquement avancés (Pologne, Hongrie...), à renvoyer à plus tard les plus pauvres (Roumanie, Bulgarie) et à se montrer hyperpingres en matière de moyens financiers pour la solidarité. Nous proposons une autre méthode¹.

Chaque Etat concerné, et éventuellement une région -Macédoine, Albanie, Kosovo...-, pourrait devenir à court terme membre associé de l'Union européenne. Une entrée dans les instances politiques communes serait aussitôt ménagée. L'Union assumerait une responsabilité directe pour organiser ou consolider dans ces pays et régions les fondations de l'Etat de droit. Elle permettrait à nos sociétés de se rencontrer et de fraterniser. Elle assumerait une part essentielle du financement de la reconstruction et du développement. Les privatisations et l'acceptation des règles occidentales de la concurrence ne seraient plus un préalable. L'Union accepterait la diversité des systèmes économiques. Tantôt elle serait partenaire de gouvernements qui fonctionnent (comme en Macédoine pour l'instant) ; tantôt elle piloterait une assistance multiforme (Albanie) ; tantôt elle assumerait directement un protectorat (Bosnie, Kosovo). La question des frontières ne serait plus un mur infranchissable, elle serait seconde dès lors qu'on serait dans la même communauté.

Pour la Bulgarie et la Roumanie, dont l'adhésion est aujourd'hui renvoyée bien au delà de 2005, cette même formule originale d'entrée dans l'Union comme membres associés devrait être proposée dès maintenant. Pour la Croatie et pour la Serbie, où ce sera plus difficile, le choix de la démocratie demeure un préalable obligatoire pour l'entrée dans l'Union européenne.

Le volet financier est primordial. Les perspectives financières, 2000-2006 du budget européen ne conviennent pas. Le plan Marshall que propose Gerhard Schröder ne rentre pas dans l'Agenda 2000. Il faudra financer la formation, la remise sur pied des administrations publiques, des infrastructures, garantir des investissements privés. Pour donner un ordre d'idée, une augmentation de 50 % de l'enveloppe financière prévue pour la période 2000-2006 pour l'ensemble des processus de préadhésion et d'adhésion représente 5 milliards d'euros par an. C'est l'équivalent de 10 % du PIB des nouveaux membres associés. Cela ferait passer le budget européen de 1.27 % à 1.33 % du PIB des Quinze. Soit un jour d'activité de chaque européen par an pour les Balkans. Est-ce un effort de solidarité insurmontable pour construire une paix durable ? La croissance et l'emploi dans toute l'Europe peuvent gagner à la mise en œuvre d'un programme ambitieux de reconstruction et de développement de l'Europe du Sud-Est. Bien sûr, il faudra aussi faire appel aux institutions financières mondiales, comme le FMI et la Banque mondiale, et à la BERD. Cette perspective ne se conçoit que si se met aussi en place, dans le cadre d'une conférence des pays de l'Europe du Sud-Est, un accord régional pour la stabilité, la coopération et la solidarité, associant la Russie et la Turquie.

Européaniser les Balkans nous oblige nous même à accélérer la formation d'une Union politique capable d'une vision et d'un pouvoir communs. Le système institutionnel européen est faible et délabré, il est donc urgent de consolider les institutions communes, d'accroître leurs pouvoirs mais aussi leur légitimité et leur contrôle. Ce n'est possible et acceptable que si l'on est capable d'inventer une démocratie européenne, où le vote à la majorité exigera la délibération juridique préalable des choix politiques, où le pouvoir d'initiative et de proposition des citoyens et des acteurs de la société civile pourra se déployer, et où les dirigeants devront rendre des comptes et pourront être sanctionnés. En clair : ou bien on entreprend de bâtir une fédération européenne ou bien on se noiera dans un libre échangisme accompagné de la montée des nationalismes. Soyons-en conscients : l'avenir de la démocratie en Europe se joue dans les Balkans.

Philippe Herzog²

extrait de : *Le Monde*

¹ La proposition avancée ici est nourrie par les remarquables travaux de Jacky Fayolle (OFCE) et du CEPS (Center for European Policy Studies) : *A System for Post War South East Europe*.

² Philippe Herzog, économiste et ancien membre du PCF, est député européen sortant et candidat aux élections européennes sur la liste présentée par Robert Hue. Son dernier ouvrage publié est *Manifeste pour une démocratie européenne*, éd. de l'Atelier, mai 1999. Cet article est extrait de *Libération* du 6 mai 1999.

Pour un protectorat européen

par Daniel Cohn-Bendit

Daniel Cohn-Bendit est député européen, tête de liste des Verts aux élections européennes

Article extrait de Le Monde - 3 avril 1999

Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne

Qu'il n'y ait pas eu de débat au Parlement, pendant les négociations de Rambouillet pour décider de ce qu'il y aurait lieu de faire en cas d'échec, dénote un mépris pour la représentation démocratique et renforce son discrédit aux yeux de des citoyens. Ce débat aurait dû non seulement avoir lieu, mais être retransmis en direct à une heure de grande écoute. Si l'opinion est désorientée, ce n'est donc pas à cause d'une erreur de communication de l'exécutif, mais d'un manque de pratique démocratique.

Qui aurait osé dire au cours de ce débat : "Quelle que soit l'attitude de la délégation serbe, nous refusons toute délégation serbe, nous refusons toute action militaire" ?

Sans doute nos souverainistes jacobins, de droite et de gauche, qui pensent que l'Europe, cette invention des élites mondialisées, n'a pas à intervenir dans ce qu'ils considèrent comme une affaire intérieure yougoslave. La reconnaissance d'entités culturelles et politiques infranationales est, à leurs yeux, une invention du communautarisme désagréateur de l'Etat-nation.

Certes, nos souverainistes, parce qu'ils sont démocrates, regrettent l'oppression que le gouvernement serbe fait subir aux Kosovars. Le fait que, depuis des années, ces derniers luttent pacifiquement est digne de leur considération. Mais que, après la Bosnie, le gouvernement serbe "purifie ethniquement" le Kosovo et jette sur les routes des centaines de milliers de Kosovars, en les terrorisant, n'appellerait-il pas eux et certains pacifistes qu'une réponse : "négociation".

Communistes et trotskistes défilaient en 1936 pour dénoncer la "non-intervention" du gouvernement de Front Populaire en Espagne et accusaient, à juste titre, Léon Blum de laisser assassiner la République espagnole par des généraux fascistes. Auraient-ils osé dire pendant le débat au Parlement qu'il ne fallait rien faire ? C'est le non-débat au Parlement qui donne un semblant de justifications à ces manifestations munichoises. Les éviter nous auraient aussi épargné la vue de "camarades" manifestant côte à côte avec des représentants serbes aux mains souillées du sang de la "purification ethnique".

Si une intervention militaire était nécessaire, à mes yeux, la stratégie du bombardement est-elle la bonne ? Je l'ai dit au meeting que nous, les Verts, avons organisé à Tours le 26 mars : je ne crois pas à l'efficacité du "bombing". Oui, il faut – et il fallait dès le début – envisager une force d'interposition. Cette force entrerait dans un pays où l'immense majorité de la population l'attendait, comme on attend un des libérateurs. Ce sont les troupes du gouvernement serbe qui sont vécues comme des occupants barbares. La population, qui connaît le terrain, aurait aidé les troupes européennes.

Non, il ne faut pas 250 000 hommes; des généraux parlent de 50 000 hommes soutenus par une aviation qui aurait la maîtrise des airs.

Je regrette que l'Europe se soit soumise à la stratégie américaine d'intimidation par les bombes. En cela, elle a eu tort. Une fois de plus, c'est la faiblesse européenne qui nous accule à cette situation. Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne.

Dans ce contexte, une politique de prévention des conflits, intervenant en amont, doit s'appuyer sur un corps civil de paix qu'il est urgent de constituer. S'il avait existé, il aurait pu soutenir la stratégie de résistance pacifique de Rugova et donner ainsi une substance réelle à l'idée d'autonomie. Comme disait Gorbatchev : "Qui arrive trop tard est châtié par l'histoire." Je hais la guerre comme le pacifiste le plus intransigeant la hait, mais j'ai

horreur de rester impuissant devant des massacres. Or les massacres au Kosovo n'ont pas attendu l'intervention de l'OTAN. Au contraire, c'est parce que les troupes serbes massacraient, parce qu'en pleine négociation Milosevic entraînait avec ses troupes au Kosovo, que l'action de l'OTAN a été déclenchée. Nous avons le devoir d'ingérence humanitaire. Nous devons démontrer que, pour nous, les droits de l'homme sont indivisibles et valent aussi bien pour les musulmans que pour les juifs ou les chrétiens. Comme pour la Bosnie, nous défendons l'idée d'une société multiculturelle fondée sur le respect réciproque. Telle est notre conception de l'Europe. Ceux qui réclament l'arrêt des bombardements, qui dépend de nous, et le droit à l'autodétermination du Kosovo, qui dépend de Milosevic, doivent aussi dire comment ils comptent le lui imposer. Je ne vois pas d'autre alternative que l'intervention d'une force d'interposition ou l'abandon des Kosovars entre les mains criminelles de Milosevic. L'Europe doit prendre l'initiative d'une convocation du Conseil de sécurité de l'ONU afin qu'il déclare le Kosovo "zone humanitaire de refuge". Il est important de réintégrer la légalité du droit international. Si l'intervention se justifie par l'urgence humanitaire, elle nous pose à tous un problème de droit international.

Nous ne devons pas nous laisser à une stratégie du tout ou rien, poussant le Kosovo à une indépendance explosive. Il faut maintenir l'idée d'une autonomie substantielle, négociable avec un gouvernement serbe prêt à une solution humaine et démocratique. C'est pour cela que je propose de mettre le Kosovo sous protectorat européen. A chacun de prendre ses responsabilités.



Bonn: seduta inaugurale del Congresso. Alla Presidenza, da sinistra: Leinen, Rossolillo, Boissière

Bonn : session inaugurale du Congrès. de gauche à droite : Leinen, Rossolillo, Boissière.

Suite de la p 6

nombreux ouvrages sur le fédéralisme. En son absence pour raisons de santé, la cérémonie de remise à Bruno Kraft a dû être renvoyée à une prochaine réunion.

La dernière partie du Congrès, sous la présidence de John Parry, a été dédiée à l'adhésion de l'UEF au *Mouvement fédéraliste mondial - WFM*. Sont intervenus successivement pour les fédéralistes européens Philip Savelkoul, Président de la JEF, qui a rappelé comment les *Jeunes européens fédéralistes* sont depuis déjà longtemps membres effectifs du *MFEM*, et Pier Virgilio Dastoli, secrétaire général du *Mouvement européen international* qui a saisi l'opportunité pour présenter également le programme d'action de cette organisation. Bill Pace, Directeur exécutif du *WFM-MFEM*, a souligné que l'Union européenne constitue pour le monde un exemple de comment il est possible de développer la démocratie internationale et que pour cette raison même l'UEF a la grande responsabilité de contribuer à la réalisation du projet fédéral en Europe. William Pace a ensuite illustré la structure et les finalités du *MFEM* de même que les actions dans lesquelles cette organisation est actuellement engagée (réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, création du Tribunal pénal international, convention mondiale pour la Paix de La Haye en mai...). L'écrivain, acteur et scénariste, Sir Peter Ustinov, Président du *MFEM*, a insisté sur le rôle des ONG à une époque où la démocratie représentative traditionnelle est en crise. Leur grand développement, a-t-il déclaré, est le témoignage que, alors que le monde devient de plus en plus petit, le besoin de participation de ses populations augmente progressivement. La bataille fédéraliste, qui veut doter les citoyens du monde de nouvelles institutions démocratiques, a cette signification mais elle signifie aussi la recherche d'une solution efficace au besoin que le monde éprouve, plus que jamais, d'être gouverné d'une manière nouvelle : « l'ordre du passé est inadéquat comme le montrent les événements tragiques de l'ex-Yugoslavie qui sont une conséquence des Traités de paix passés qui ont creusé des divisions et érigé des frontières ».

Jo Leinen, a conclu les travaux en remerciant les participants, les organisateurs et le secrétariat de Bruxelles avant de déclarer que « ces journées de débat ont fait faire aux fédéralistes un grand pas en avant dans leur vision de l'Europe, d'une Europe ouverte, qui s'élargisse progressivement à l'Est et au Sud, guidée par le projet d'un monde de paix pour ses populations ». « La présence de Sir Peter Ustinov », a conclu Jo Leinen, « nous rappelle l'importance de cette vision, même en dehors du vieux continent ».

Le Comité fédéral nouvellement élu s'est réuni à l'issue du Congrès et a nommé les organes statutaires de l'UEF.

Marita Rampazi

Plan d'action de l'UEF dans le cadre de la Campagne pour la Constitution européenne

Le XVIII^e Congrès de l'UEF, réuni à Bonn des 23 au 25 avril 1999,

A. Décide de développer les actions ci-après :

- 1) Poursuite des initiatives déjà engagées dans le cadre des élections au Parlement européen, en particulier de la recherche du soutien des partis, des listes ou des candidats individuels à l'objectif de la Constitution fédérale européenne, avec la publication -destinée aux électeurs- des adhésions obtenues et, éventuellement, avec la recommandation de voter pour les listes ou les candidats ayant manifesté de manière explicite leur engagement en faveur de la Constitution européenne.
- 2) Une manifestation à Strasbourg (le 20 juillet) devant le siège du Parlement européen, le jour de l'ouverture de sa première session plénière après les élections afin de remettre aux nouveaux élus un Appel afin qu'ils :
 - entreprennent une action afin d'engager immédiatement un processus démocratique d'élaboration d'une Constitution fédérale de l'Union européenne, qui associe tous les citoyens européens et leurs représentants élus ;
 - élaborent d'ici à la fin 2000 un projet de Constitution même sans attendre d'en avoir reçu le mandat de la part des Etats membres.
- 3) Création, d'ici à la fin de 1999, d'un Intergroupe pour la Constitution européenne au Parlement européen auquel l'UEF garantirait le secrétariat et le soutien logistique.
- 4) Création, d'ici début 2000, d'intergroupes au sein des parlements nationaux, avec les mêmes objectifs que ceux indiqués au point numéro 3, et le soutien des actions nationales de l'UEF.
- 5) Coordination des initiatives ci-dessus, en vue de la convocation, au cours de l'année 2000, des Etats généraux des parlements nationaux et du Parlement européen pour une discussion commune sur le processus constituant et sur le projet de Constitution élaboré par le Parlement européen.

B. L'UEF se déclare prête à collaborer avec toutes les forces de la société civile afin de réaliser le programme défini au point A.

C. L'UEF décide d'étendre ce plan d'action aux ONG et aux parlementaires nationaux des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

De l'Europe de l'économie à l'Europe des citoyens. Pour une Constitution européenne

Le XVIII^e Congrès de l'UEF, réuni à Bonn des 23 au 25 avril 1999,

Face

- à la catastrophe humanitaire au Kosovo et au rôle tantôt défaillant tantôt subalterne que l'Union européenne y joue,
- à la croissance économique visiblement plus rapide aux Etats-Unis qu'en Europe,
- aux faiblesses des institutions actuelles de l'Union européenne, une fois de plus mises à jour par la démission de la Commission, notamment la construction encore insuffisante des institutions démocratiques de l'Union européenne et le cloisonnement lourd et en partie opaque des compétences et des responsabilités,
- aux défis des prochains élargissements nécessaires de l'Union, particulièrement du point de vue de sa capacité à agir et de l'aide compensatoire aux Régions,
- à la mondialisation de l'économie et à la nécessité de conserver l'identité culturelle des nations et des peuples d'Europe dans la compétition économique mondiale,
- aux dangers qui guettent les acquis de l'Union économique et monétaire sans son renforcement dans le cadre d'une union politique,
- à la nécessité croissante d'un équilibre régional et d'une souveraineté financière au niveau européen.

Convaincu

A - Que la capacité d'agir, la légitimité démocratique et la défense de l'identité culturelle de l'Union européenne et de ses Etats membres peuvent être mieux assumées au sein d'une Fédération européenne plutôt que dans des institutions de l'Union européenne restant encore essentiellement marquées par la coopération entre Etats,

B - Que les succès de l'intégration économique de l'Europe au sein des Communautés européennes n'ont été possibles que grâce à la bonne volonté des Etats membres qui étaient disposés à relativiser de plus en plus leur souveraineté nationale traditionnelle,

C - Que l'Europe ne peut être un acteur "global" qu'en tant que Fédération, étant alors en mesure de défendre efficacement et vigoureusement la paix et les droits de l'Homme;

Conscient

D - Que depuis des décennies, les citoyennes et citoyens européens se prononcent prioritairement, dans les enquêtes d'opinion publique, pour une politique communautaire en matière de politique étrangère, d'emploi et d'aide aux Régions, ainsi que pour la démocratie au niveau européen, tout en estimant cependant ne pas être suffisamment écoutés de la part d'une politique de l'Union européenne empreinte par les intérêts particuliers des Etats membres,

Confirme

1) Son Appel lancé à Vienne le 13 décembre 1998 à l'attention de toutes les forces politiques au sein de l'Union européenne et des Etats candidats à l'adhésion de s'exprimer en faveur de la mise en œuvre d'un processus constituant démocratique et de soutenir la Campagne en cours en faveur d'une telle Constitution européenne,

2) Estime indispensables les principes suivants pour la mise en œuvre d'un processus aboutissant à une Constitution européenne :

- le but doit être l'élaboration sur une base fédérale, légale et démocratique d'une Constitution de l'Union européenne afin de permettre à celle-ci de continuer à se développer vers un Etat fédéral, ci-après désigné comme Fédération européenne,
- Seront inscrits les droits et devoirs fondamentaux des citoyennes et citoyens, les rapports entre la Fédération et les Etats membres dans le domaine des compétences, y compris la souveraineté fiscale, le rôle des organes de la Fédération : la Chambre du Peuple (le Parlement européen), la Chambre des Etats (Conseil des ministres ou un Sénat élu au suffrage européen), l'exécutif (la Commission européenne et/ou le gouvernement), le pouvoir judiciaire (la Cour de justice européenne) et les organes consultatifs existants (le Comité des Régions, le Comité économique et social). La défense et la politique étrangère doivent également faire partie des compétences de la Fédération.

Demande

- aux parlements nationaux d'organiser, en collaboration avec le Parlement européen, une Conférence des parlements de l'Union afin d'élaborer une procédure démocratique pour l'approbation d'une Constitution européenne comprenant une Charte des droits des citoyens européens,
- aux gouvernements européens de confier au Parlement européen qui sera élu en juin 1999 la tâche d'élaborer un projet de Constitution fédérale européenne comprenant une Charte des droits des citoyens européens qui devrait être présenté pour approbation à une Conférence de représentants du Parlement européen, des parlements nationaux et des gouvernements,
- aux candidats au Parlement européen qui sera élu en juin prochain de souscrire à l'Appel de la Campagne "Pour une Constitution européenne" et à s'engager activement, s'ils sont élus, à revendiquer le pouvoir constituant du Parlement européen,
- que toutes les citoyennes et tous les citoyens aient la possibilité de soumettre des propositions,
- aux Etats membres de veiller à ce que toute citoyenne et tout citoyen soit impliqué dans le processus constituant, autant que cela sera possible, chaque fois que la possibilité s'en présentera, le résultat (le projet de Constitution) devra être légitimé par référendum.

"Quelle politique européenne de sécurité ?"

Motion de la 2ème Commission

Quelle politique européenne de sécurité pour l'Union européenne ?

- a) La construction d'une défense européenne authentique ne peut être effectuée qu'après l'approbation d'une constitution fédérale de l'Union européenne et donc après dépassement de la méthode diplomatique de construction d'une Europe unie.
- b) Fondée sur la fédéralisation de la politique étrangère et de défense, la politique de sécurité que l'Union européenne pourra mener aura parmi ses tâches fondamentales la réduction des armements et l'engagement contre la prolifération des armes de destruction massive.
- c) Par la fédéralisation de la politique étrangère et de défense, l'Union européenne pourra se doter d'une défense autonome –ce qui une dissuasion minimale et un système satellite d'information très efficace- à un coût inférieur à la somme des budgets militaires nationaux, qui sont la cause des doubles emplois, de fausses économies ; d'un manque de standardisation et d'une inefficacité structurelle.
- d) Aux économies s'ajouteront les grands avantages que l'autonomie de défense autonome apportera au niveau de la recherche et du développement technologique. Le sous-développement dans ces secteurs rend l'Europe dépendante des Etats-Unis et constitue, d'autre part, un élément essentiel de son incapacité à trouver le bon moyen pour vaincre le problème du chômage.
- e) L'OTAN devra se transformer en partenariat égalitaire entre les Etats-Unis et l'Union européenne, et jouer un rôle décisif en faveur de la sécurité globale et dans le sens d'un renforcement et de réformes de l'ONU.
- f) Dans un monde "post-bipolaire" (dans lequel le problème fondamental de sécurité n'est plus de contenir une menace militaire globale, mais bien de contenir l'instabilité globale) la défense européenne sera nécessairement et de plus en plus confiée à des forces militaires de métier. Cette option obligera inéluctablement à instituer un service civil obligatoire qui servira d'une part à la formation d'un civisme européen, et d'autre part à l'aide humanitaire ainsi qu'au développement des pays en retard de développement.

Construction de la défense européenne.

- a) La construction de la défense européenne signifie la création d'une diplomatie et d'une armée unique de l'Union européenne, sous le contrôle de ses organes démocratiques et fédéraux, et par conséquent un transfert de souveraineté dans les secteurs de la politique étrangère et de défense, comme ce fut le cas pour la monnaie. Tant qu'un transfert de souveraineté n'est pas réalisé, la PESC restera ce faible mécanisme de coordination que l'on a connu jusqu'ici, et dont l'inefficacité deviendra évidente toutes les fois que l'on aura à faire face à de graves crises internationales.
- b) Puisque la défense forme un des éléments fondamentaux de la souveraineté, il ne sera pas possible d'effectuer graduellement son transfert aux institutions supranationales, comme cela n'a pas été possible non plus avec la monnaie. Le transfert de souveraineté monétaire au niveau européen a en effet été réalisé définitivement après une phase de coopération, dans laquelle le moment du "saut" fédéral final avait été établi dès le début de manière rigoureuse et ponctuelle.
- c) Parce que, au même titre que la monnaie, la défense est soit nationale, soit européenne, le transfert de souveraineté au niveau européen doit être établi selon les modalités techniques et chronologiques précises et irrévocables, au terme d'une phase transitoire, selon le modèle de l'Union économique et monétaire, prévu par le Traité de Maastricht.
- d) Le transfert de la souveraineté dans le domaine de la politique étrangère et de défense doit s'effectuer parallèlement à l'attribution aux institutions de l'Union européenne des pouvoirs démocratiques et fédéraux indispensables à la mise en œuvre efficace des politiques macro-économiques européennes et, en particulier, pour adopter le budget supranational aux exigences et aux tâches d'un Etat fédéral comprenant progressivement l'Europe entière. Cela comprend également des mesures concernant les Affaires intérieures.
- e) Dans cette perspective, la politique des petits pas représentée par les avancées de la PESC, la réalisation de liens plus organiques entre l'UEO et l'Union européenne, la création d'unités militaires multinationales (telles que l'Eurocorps, Eurofar, Eurofarmar), ainsi que la coopération dans le domaine de la production des armements, doit être soutenue, mais en étant pleinement conscient du fait qu'elle ne constitue pas en elle-même la réponse au problème de la création d'une authentique défense européenne autonome.
- f) Si le Système monétaire européen a atténué les fluctuations entre les monnaies nationales, ce n'est qu'avec le projet de l'Union économique et monétaire contenu dans le Traité de Maastricht que l'on a pu passer à la monnaie unique européenne ; de même, ce sera uniquement par le biais d'un projet d'Union diplomatique et militaire (UDM) inclus dans un Traité - Constitution que l'on pourra effectivement passer à la défense unique européenne.

UEF - Congrès européen - Bonn - 23-25 avril 1999

12 GRANDES LIGNES D'UNE CONSTITUTION EUROPEENNE

- A. La Constitution européenne fixera les règles fondamentales de la vie politique et sociale de la Fédération européenne formée par l'ensemble des peuples et des Etats fédérés.
- B. Mais ces dispositions ne se limiteront pas aux principes relatifs à la structure et aux fonctions des pouvoirs publics.
- C. La Constitution européenne sera aussi un ordre lié à des valeurs déterminées, notamment la protection et la dignité humaine comme valeurs juridiques suprêmes.
- D. L'idée de la personne humaine, au cœur de la Constitution européenne, sera celle de l'individu adhérant à une communauté pluraliste.

1. Droits fondamentaux

- 1.1 La preuve que la tâche de la Constitution européenne sera au service de la personne humaine sera que les droits fondamentaux figureront en tête de la Constitution européenne.
- 1.2 Les *droits fondamentaux* domineront l'ensemble de la Constitution en tant qu'ordre de valeur ; ils seront tenus de protéger l'individu des interventions des pouvoirs publics ; la Constitution définira les devoirs que comporte sa participation à la vie de la communauté.
- 1.3 Tous les droits expressément garantis par la Constitution devront s'exercer dans les limites de l'ordre juridique fédéral.
- 1.4 Les droits fondamentaux constitueront des dispositions légales directement applicables et tous les organes de la Fédération seront tenus de les respecter.

2. Principes fondamentaux

- 2.0 Quatre *principes fondamentaux* définiront la nature politique de la Fédération européenne : démocratie, primauté du droit, solidarité et subsidiarité.
- 2.1 Selon le principe de la *démocratie*, le peuple est souverain et la souveraineté émane du peuple.
- 2.2 La Constitution mettra ce principe en œuvre sous la double forme de la démocratie représentative et participative :
 - l'autorité suprême sera exercée par les représentants élus du peuple,
 - la prise de décision directe par le peuple sera prévue dans certains cas.
- 3.1 En vertu du principe de la *primauté du droit*, toute action publique est dictée par la Constitution et la loi.
- 3.2 Conformément au principe de la *séparation des pouvoirs*, l'autorité publique est exercée par un pouvoir législatif, un pouvoir exécutif et un pouvoir judiciaire.
- 3.3 Toutes les mesures prises par les pouvoirs publics peuvent être examinées quant à leur légalité par les tribunaux.
- 4.1 La *solidarité* est avant tout un principe de protection des économiquement faibles.
- 4.2 Il engage les pouvoirs publics à préserver chacun(e) de la détresse et à lui garantir un destin digne de la personne humaine et une participation adéquate au bien-être général.
- 5.1 Le principe de *subsidiarité* offre la possibilité de réaliser l'Union des entités fédérées tout en respectant leur diversité culturelle, locale, régionale, nationale et politique, ainsi que les droits des minorités.
- 5.2 Simultanément, la séparation des prérogatives publiques sur le plan de la législation, de l'administration et de la juridiction entre la Fédération et les Etats fédérés s'oppose à une concentration exagérée de pouvoir et au danger d'abus de pouvoir.

3. Attributions de la Fédération et des Etats fédérés

- 6.0 La Constitution européenne comprendra des dispositions qui délimiteront les attributions de la Fédération et des Etats fédérés.
- 6.1 La *Fédération* n'aura que les attributions qui lui seront expressément conférées par la Constitution.

6.2 Ainsi la Fédération sera compétente pour la politique extérieure et la défense, la monnaie et la politique monétaire, la politique commerciale intérieure et extérieure, la fiscalité et les dépenses fédérales dans les limites fixées par la Constitution, les problèmes environnementaux concernant plus d'un Etat fédéré, l'immigration et l'asile, ainsi que les autres matières déjà expressément attribuées à l'Union européenne dans le strict respect du principe de subsidiarité.

7.1 Les *Etats fédérés* garderont leur propre souveraineté originelle, qui n'est pas dérivée de la Fédération. Ils conserveront leur propre caractère étatique et ne seront pas des structures administratives et subordonnées.

7.2 Pour autant que la compétence de la Fédération ne soit pas prévue expressément, les Etats garderont leur propre compétence pour la législation, l'administration et la jurisprudence.

7.3 Ainsi, les Etats fédérés conserveront leurs compétences primaires ou exclusives pour la politique sociale, la santé, l'éducation et la culture, le droit civil et le droit pénal, la sécurité intérieure, et pour tous les autres domaines pour lesquels la compétence n'a pas été attribuée à la Fédération.

7.4 L'exécution des lois fédérales incombera par principe aux Etats fédérés.

7.5 En vertu de la Constitution, la Fédération n'aura que des compétences administratives limitées.

7.6 L'avantage de cette administration décentralisée tient à ce qu'elle permettra de prendre les décisions là où leur effet se fera le mieux sentir.

7.7 La "proximité du citoyen" de l'administration garantira une plus grande équité et une plus forte prise en considération des particularismes locaux, régionaux et nationaux.

4. Régions et communes

8.0 Les régions et les communes occuperont une position spécifique au sein des Etats fédérés.

8.1 La Constitution européenne leur garantira le droit de régler sous leur propre responsabilité, dans le cadre des lois, toutes les affaires des *collectivités régionales et locales*.

8.2 Les communes seront la première instance de l'administration publique.

5. Institutions fédérales

9.0 La Constitution comprendra des dispositions relatives aux institutions fédérales :

9.1 *L'Assemblée fédérale* se composera de deux chambres, autorités législatives de la Fédération :

- Le *Parlement européen* représentera les citoyens. Ses députés seront élus directement par les électeurs selon un système électoral uniforme.
- Le *Conseil des Etats* représentera les Etats fédérés.

Le Parlement européen et le Conseil des Etats statueront à la majorité.

10. La *Commission fédérale* ((Gouvernement fédéral) sera l'organe exécutif supérieur de la Fédération. Ses membres et son Président seront élus démocratiquement.

11. La *Cour fédérale* sera chargée du respect du droit sur le plan fédéral. Elle sera organisée en sections spécialisées. Les juges seront nommés par l'Assemblée fédérale.

6. Révision de la Constitution

12.0 La Constitution contiendra finalement des dispositions concernant sa révision.

12.1 Elle distinguera entre *révision totale* et *révision partielle*.

12.2 Elle prescrira également dans le détail comment se déroule la procédure de révision, qui peut l'introduire et qui en décide.

La Constitution européenne représentera ainsi une base fiable et innovatrice pour la création d'une démocratie stable et Fédération viable en Europe.

Motion sur l'association de l'UEF au World Federalist Movement – MFM

A / Exposé des motifs

Les mouvements fédéralistes européen et mondial se sont formellement organisés sur le plan transnational au lendemain immédiat de la seconde guerre mondiale. Leurs premiers congrès se sont tenus fin août 1947 à Montreux (Suisse). Leur objectif commun était la construction démocratique d'une Communauté européenne des peuples, conçue sur des bases fédératives, en tant que contribution nécessaire et essentielle à toute Union mondiale.

A l'occasion de la célébration commune du 50^{ème} anniversaire des Congrès de Montreux, en septembre 1997, l'UEF et le WFM-MFM ont convenu d'entretenir des relations plus étroites et de renforcer leur coopération. En effet, tant les défis européens que les défis mondiaux accentuent la nécessité de réformer en profondeur et de démocratiser à la fois l'Union européenne et l'ONU dans l'esprit du fédéralisme.

Le moment est venu de formaliser nos liens avec le WFM-MFM en adoptant le statut d'Organisation associée.

B / Résolution
introduite par Jo Leinen (Président)
et Bruno Boissière (Secrétaire général)
au nom du Comité fédéral

Le XVIII^{ème} Congrès européen de l'UEF réuni à Bonn du 23 au 25 avril 1999 :

- ♦ vu la convergence des objectifs des fédéralistes européens et mondiaux,
- ♦ vu la complémentarité des rôles entre l'UEF et le WFM-MFM,
- ♦ vu l'adhésion des Jeunes européens fédéralistes (JEF-Europe) au WFM-MFM,
- ♦ vu les buts, statuts et règlement intérieur du WFM-MFM

et tenant compte de la diversité des approches du fédéralisme mondial entre et au sein des organisations de l'UEF :

1. décide d'adhérer au WFM-MFM avec le statut d'Organisation associée,
2. se réserve la possibilité de renforcer ultérieurement son adhésion au WFM-MFM en devenant une Organisation membre.

Les fédéralistes de l'Asie du sud pour une fédération régionale *

« L'Association des Fédéralistes de l'Asie du sud est née en 1996, in qualité de Forum d'intellectuels de la région. C'est notre conviction profonde que des fédérations régionales, telles que l'Union européenne, l'Union de l'Asie du sud et d'autres, joueront un rôle fondamental dans le projet de création d'un gouvernement fédéral mondial.

Comme fédéralistes de l'Asie du sud, nous sommes partie intégrante du World Federalist Movement, nous avons des membres en Inde, au Srilanka, au Pakistan, au Népal et au Bangladesh. Monsieur A.T. Ariyaratne, titulaire du prix Gandhi pour la paix, préside actuellement notre organisation.

Parmi nos activités notons des conférences annuelles dans les divers Etats membres de la SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation), destinées à discuter -entre nous et avec des les représentants les plus importants de la société civile- les stratégies pour renforcer la coopération régionale et garantir la paix en Asie du sud et dans toute la zone de l'Océan indien. »

* Extrait de la présentation de la délégation de l'Association des Fédéralistes de l'Asie du Sud au Congrès du WFM-MFM - Chennai - Novembre 1998



Bonn: la seduta conclusiva. Alla presidenza: Dastoli, Savelkoul, Parry, Ustinov, Leinen, Pace

Bonn : la session finale. de gauche à droite : Dastoli, Savelkoul, Parry, Ustinov, Leinen, Pace.